



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

N° 77

25 NOVEMBRE 1961

PRIX : 0.40 NF

L'engrenage

Nous répétons déjà sous la IV^e République : la prolongation de la guerre d'Algérie porte en elle les plus graves menaces pour nos libertés et risque de jeter le pays dans la guerre civile.

Nous ne cessons de dire, depuis 1958 : le régime gaulliste, en raison de ses origines, par sa nature même, plus encore par les équivoques temporisatrices de sa politique algérienne, accroît ces dangers et laisse se renforcer les ultras qui, d'Algérie, introduiraient en France leurs réseaux et leur action.

Nos craintes ont sans doute paru souvent excessives.

Qui eût imaginé, il y a seulement un an, que les attentats au plastic seraient si nombreux chaque nuit à Paris et dans les grandes villes, qu'ils sont devenus une rubrique quotidienne des informations ?

Qui eût pensé qu'une campagne de chantage serait organisée auprès des commerçants pour les amener à souscrire une assurance pour leurs vitrines en versant une contribution à l'O.A.S. ?

Voici maintenant que celle-ci, enhardie par la passivité de l'opinion et la faiblesse complice du pouvoir, trouve dans ce Parlement si docile où nulle opposition de gauche ne s'est réveillée, quatre-vingt députés pour affirmer par un vote symbolique leur solidarité avec elle.

En plein Paris, enfin, dans un meeting — non interdit celui-là — Bidault, Dides et Le Pen font acclamer l'O.A.S. par un auditoire qui crie : « Vive Salan. »

Bien sûr, nous savons faire la part du bluff et de l'intoxication. Nous ne perdons pas de vue non plus que l'immense majorité de la population est assurément hostile au fond d'elle-même aux méthodes et à la politique des ultras. Nous ne trouvons pas en face de nous, comme ce fut le cas dans l'Italie de 1922 ou l'Allemagne de 1932, un parti fortement implanté grâce au désarroi dans lequel les masses populaires avaient été jetées par une crise économique vertigineuse.

Mais prenons garde aussi d'oublier la leçon des événements d'Allemagne et d'Italie. Trop souvent, nous ne conservons à l'esprit que l'image des tout derniers temps de la montée du fascisme et de l'hitlérisme. Ces mouvements ont mis plusieurs années à se développer. Ils y sont parvenus par une série d'actions de plus en plus hardies, en profitant de l'indifférence de l'opinion, de la division des démocrates et des forces socialistes et syndicales, de la complicité de certains corps de l'Etat, comme l'armée et la police. C'est ainsi qu'ils sont devenus progressivement maîtres de la rue et qu'ils sont parvenus, en saccageant les Bourses du Travail et les locaux des partis de gauche, en rendant impossible la tenue des meetings et des manifestations antifascistes, à imposer leur terreur et à paralyser toute résistance.

Si nous ne voulons pas nous laisser engager dans la même voie, réagissons dès aujourd'hui.

Et surtout, ne commettons pas l'erreur de nous reposer sur la vigilance du pouvoir. Celui-ci peut encore faire illusion parce qu'il vient enfin d'ouvrir des informations, d'envoyer des circulaires à ses préfets, d'arrêter l'un des agitateurs — un seul à vrai dire —. Mais jusqu'où va-t-il poursuivre son action ? Et avec quelles forces ?

Le ministre de l'Intérieur qui ébauche aujourd'hui cette résistance est précisément un des hommes qui, en mai 1958, à Alger, avaient recours, pour porter le général de Gaulle au pouvoir, aux mêmes méthodes que l'O.A.S. : intoxication de l'opinion, chantage à la guerre civile, menace d'un raid de parachutistes, utilisation des complicités dans l'armée et dans la police. Et le mot d'ordre politique, pour Frey, comme pour Soustelle, pour Debré comme pour Bidault, pour Chaban-Delmas comme pour Delbecq, était le même qu'aujourd'hui pour l'O.A.S. : « Algérie française. »

Pendant trois ans, tandis que le Chef de l'Etat parlait d'autodétermination et de négociation sans faire la paix, criait : « Vive la République » à la fin de ses discours tout en s'attachant à disloquer les forces de gauche et à détruire tous les mécanismes d'un régime démocratique, les hommes auxquels il devait le pouvoir n'ont cessé de consolider leurs positions et d'étendre leurs réseaux de complicités. Les ultras, gaullistes d'occasion, que rien ne séparait à l'origine des gaullistes inconditionnels, ont profité de la confusion pour occuper le terrain. Pouvaient-ils souhaiter régime plus commode pour leur travail que celui dont le chef devait dire, au début de ce mois, peu de jours avant le meeting Bidault-Dides : « L'O.A.S. ? Connais pas. »

Il ne peut y avoir de résistance efficace que celle des masses populaires. Aussi doit-elle s'organiser sans tarder. Les partis et les organisations syndicales porteraient une lourde responsabilité, s'ils s'obstinaient à agir en ordre dispersé, s'ils ne décidaient pas au plus tôt de coordonner leur action à tous les niveaux, sans exclusive comme sans intrigue pour prendre la direction du mouvement, si, enfin, ils ne marquaient pas nettement leur volonté de mener de front la défense contre l'O.A.S. et la lutte contre le régime gaulliste.

Les manifestations organisées avec succès par les jeunes, samedi dernier, dans plusieurs quartiers de Paris sont un exemple réconfortant. Des initiatives du même ordre doivent être prises partout, le plus tôt possible, pour que nos adversaires sachent que les militants des organisations antifascistes, des Syndicats, des partis, sont prêts à rendre coup pour coup.

Il est temps, il est grand temps, de passer à l'offensive et de l'étendre.

Robert VERDIER



(Elie Kagan.)

ADENAUER A WASHINGTON :

Une rencontre qui peut être décisive...

KONRAD ADENAUER est à Washington. Il essaye de convaincre le président des Etats-Unis de « rester ferme ». Cela veut dire : ne pas négocier avec Khroutchchev sans « préalables » !

On voit que le chancelier n'ose tout de même pas adopter l'attitude de son ami le général de Gaulle. Il sait très bien que ni les Américains, ni les Anglais n'acceptent la maxime gauloise : « on ne négocie pas sous la menace ».

Cependant, le chef de l'Allemagne fédérale n'espère pas moins impressionner son interlocuteur par « son expérience ». Nous espérons, par contre, que Kennedy ne se laissera pas intimider par « l'orgueil des vieillards », maladie des hommes d'Etat qui se survivent.

Entre temps, à Berlin, les autorités de la République Démocratique Allemande ont érigé un nouveau mur, pour séparer Berlin-Est de Berlin-Ouest. Derrière les palissades qui ont un caractère provisoire, on a construit une véritable muraille en béton. « C'est pour mille ans », s'est écrié un Berlinois qui occupe un poste important dans l'Administration de Berlin-Ouest.

Un mur en « dur » à Berlin

On pourrait peut-être penser aussi que la construction de ce mur « en dur » signifie autre chose. La R.D.A. n'espère plus que Berlin-Ouest lui reviendra. Elle se résigne à une solution qui ne changerait pas le statu-quo de la ville. Aussi veut-elle boucher les derniers trous par lesquels les mécontents pourraient encore s'évader.

Quoi qu'il en soit, les Allemands devraient se rendre compte de l'impossibilité de soulever le problème de la réunification de leur pays, dans les circonstances présentes. Ils doivent aussi comprendre que ne pas reconnaître la frontière Oder-Neisse, c'est perpétuer et aggraver l'instabilité de la situation internationale. Et tout le monde, Kennedy le premier, devrait bien se pénétrer de cette idée que l'U.R.S.S. n'admettra jamais le réarmement nucléaire de l'Allemagne.

Tenant compte de tout cela, les Etats-Unis peuvent et doivent négocier avec Khroutchchev. Négocier ensemble avec ses alliés si c'est possible ; avec l'Angleterre seule, si Bonn et Paris continuent à pousser vers une épreuve de force avec l'U.R.S.S.

D'ailleurs, le rusé chancelier prend, à tout hasard, des assurances d'un autre côté. Il a « absous » son ambassadeur à Moscou, M. Kroll qui... s'était permis d'exposer à « K » des « idées personnelles » (?) sur le règlement du problème de Berlin. M. Kroll rejoint la capitale soviétique... où il pourra reprendre ses entretiens avec le maître du Kremlin. Ce n'est peut-être pas inutile...

Conférence au Caire : Que vont faire les Etats « non-engagés »

Tito s'est rendu au Caire. Il y a rencontré Nasser et Nehru. Ce dernier rentre dans son pays après de longues conversations avec Kennedy à Washington. Il semble être déçu de ces entretiens autant qu'il a été inquiet après sa visite à Moscou, aussitôt après la Conférence de Belgrade de 25 Etats « non-engagés ».

Nehru est un apôtre de la paix et du non-engagement. Le refus de « K » à Moscou, de renoncer aux expériences nucléaires l'a très mal impressionné. L'incompréhension de « K », à Washington, à l'égard des Etats « non-engagés » l'a douloureusement surpris.

C'est à propos de la situation in-

ternationale et de l'attitude des deux blocs à l'égard des « non-engagés » que les trois principaux artisans de la Conférence de Belgrade ont échangé leurs vues. Le problème du désarmement général et celui des relations entre les Etats non-engagés les ont surtout préoccupés.

Je comprend bien leur inquiétude et je partage leurs craintes. J'ai suivi très attentivement les travaux de la conférence de Belgrade, en tant qu'observateur politique du P.S.U. J'ai eu l'occasion de rencontrer les délégués de divers pays.

Je considère cette conférence comme extrêmement importante. Plus importante même que celle de Bandung. J'avoue avoir été surpris par l'absence totale de compréhension de la part des Américains et Soviétiques présents, ainsi que de la part de certains journalistes d'autres nationalités.

C'est cette incompréhension des observateurs américains qui semble être à la base de l'attitude actuelle du président Kennedy à l'égard de la Yougoslavie et des Etats qui ont pris part à la conférence.

L'incompréhension des deux blocs à l'égard des pays de la Conférence de Belgrade

La presse du bloc soviétique attaque ces Etats en les représentant comme des « clients » du monde occidental.

Par contre, l'administration américaine et les gouvernements de plusieurs pays de l'Europe occidentale accusent les « non-engagés » de faire le jeu du « Communisme ».

Les attaques contre Tito et le gouvernement yougoslave sont particulièrement violentes. Pour les Soviétiques, Tito est plus que jamais un « révisionniste », voire un « traître », puisqu'il ose vouloir « construire le socialisme » en dehors du « camp socialiste ». Aussi, la conférence de Belgrade était-elle « imprégnée » d'un « anti-communisme haineux ». Pour Kennedy, Tito est un adversaire qui s'est permis de critiquer la politique des Etats-Unis, tout en ménageant l'U.R.S.S. La conférence était donc « pro-communiste ».

Moscou ne tire pas d'autres conclusions de ses « constatations ». Ses rapports avec Belgrade sont tendus depuis longtemps. Il faut encore une grande dose de « déstalinisation » pour que les relations s'améliorent.

Quant aux Etats-Unis, ils menacent de supprimer tous les crédits promis à la Yougoslavie. Ils semblent vouloir punir les autres participants à la conférence, en leur supprimant toute aide.

Le sens des responsabilités des Chefs des Etats « non-engagés »

Or, quel était le climat à la Conférence de Belgrade ?

Sur 25 participants, seule la Yougoslavie n'est pas un Etat décolonisé. Il est donc normal que pour les délégués de ces pays — surtout des pays ayant accédé à l'indépendance tout récemment — les problèmes de la paix, du désarmement et de la coopération entre les peuples s'inscrivent dans le cadre de leur lutte contre le colonialisme. Seul Nehru pouvait être plus serein, l'indépendance de son pays datant de 1948.

Il est également normal, qu'en raison de la guerre en Algérie, de la répression sanglante dans l'Angola et de l'Affaire de Cuba, les Etats colonialistes aient été continuellement sur la sellette. Les Etats-Unis ont été accusés, en outre, d'avoir aidé leurs al-

liés — colonialistes — contre les peuples colonisés.

Il est également normal que, n'ayant pas de conflits directs avec l'U.R.S.S. et la Chine, les Etats non-engagés n'aient pas eu de raisons particulières pour les critiquer.

Dans ces conditions, je trouve que les dirigeants de ces Etats ont fait montre d'une culture politique très développée et d'un sens des responsabilités louable, en proclamant leur intention de ne pas s'engager dans un des blocs, bien que tout les poussât vers l'U.R.S.S. ou plutôt vers la Chine, pays décolonisé, et dont le prestige est forcément très grand. Ils ont condamné la politique de blocs, donc aussi la politique des deux blocs.

C'est surtout grâce à Tito et à la politique constante de son gouvernement, c'est grâce à Nehru aussi que ce résultat a été atteint.

Ayant défini le « non-engagement » comme condition même de leur indépendance et de leur lutte pour la paix et la coopération des peuples, ces Etats ont formulé un très sérieux avertissement aux deux blocs.

Il semble que ceux-ci ne l'aient pas compris. Nehru, Tito et Nasser ont dû en parler entre eux au Caire et en tirer des conclusions.

J'aurai certainement l'occasion d'y revenir prochainement.

L'URSS s'en prend à la Finlande. Quel est le sens de cette manœuvre ?

Le Président de la République finlandaise est à Moscou. Il y a rencontré Gromyko, ministre des Affaires étrangères. Pour parler avec Khroutchchev, il lui faudra aller à Novosibirsk. C'est que le chef du gouvernement soviétique — chef du parti — est en train d'inspecter sur place l'état des organisations du parti et d'examiner la situation agricole.

C'est là un prolongement de la « destalinisation » du XXIIe congrès.

L'arrivée du Président Kekkonen fait suite à une très étrange manœuvre soviétique. Il y a une dizaine de jours à peine, le gouvernement soviétique a fait savoir à la Finlande que le militarisme allemand renaissait et devenait de plus en plus dangereux. Qu'en particulier les Allemands (de l'Ouest, naturellement) se préparaient à mettre la main sur les pays scandinaves. Que par conséquent l'U.R.S.S. et la Finlande, liées par un traité d'aide mutuelle, doivent s'entendre sur les mesures de protection à prendre dans la région du nord finlandais. Il semble qu'il s'agisse d'installer des radars et autres bases de détection et peut-être aussi de lancement de fusées.

Pour essayer d'éviter cette mainmise de l'U.R.S.S. sur son pays, le président Kekkonen, qui passe pour avoir la confiance de Moscou, a dissous le Parlement. Il pensait ainsi tranquilliser les soviétiques par l'élection d'un plus grand nombre de députés favorables à la coopération économique avec l'U.R.S.S. Mais le Kremlin ne se dit pas satisfait. Il exige autre chose.

Plusieurs hypothèses peuvent être émises

Quelle est la cause de cette brusque action en direction de la Finlande ? Ce pays, tout en vivant en rapports étroits avec l'U.R.S.S. n'est cependant pas son satellite.

Les Soviétiques voudraient-ils le « satelliser » ? Je ne le crois pas. Ils ont déjà assez à faire avec les « Démocraties Populaires ». Il ne feront pas

l'erreur de se charger encore d'un Etat dont les citoyens sont connus pour leur amour de la liberté et pour leur volonté farouche de défendre leur indépendance.

Est-ce une manœuvre d'intimidation en direction des Etats scandinaves ? C'est possible. Mais il ne faut rien connaître de l'état d'esprit des Scandinaves pour penser qu'ils se laisseront intimider ainsi.

Est-ce un geste d'intimidation à l'égard du bloc Atlantique en général ? Je n'en vois pas la portée.

Un confrère a émis l'hypothèse suivante : c'est « l'armée », c'est-à-dire le grand Etat-Major soviétique qui a imposé à « K » cette décision.

Il a cité le journal de l'armée, *L'Etoile Rouge* qui aurait pris, depuis quelque temps, un ton ferme et indépendant à l'égard du gouvernement.

Il a rappelé très opportunément que sur 330 membres titulaires et suppléants du Comité Central du Parti Communiste, on compte, si je ne me trompe pas, vingt-deux généraux et quatorze maréchaux. C'est vraiment beaucoup !

L'hypothèse n'est donc pas absurde. J'ai expliqué, moi-même, la reprise des expériences nucléaires et l'avalanche des explosions, par les exigences des chefs militaires et de leurs « spécialistes ».

L'armée soviétique est une puissance économique ... et politique

L'armée soviétique, comme toute armée moderne est une puissance économique. Par cela même elle représente aussi une force politique.

A priori on peut affirmer que l'armée soviétique peut peser sur « K » et sur la bureaucratie communiste autant que l'armée américaine sur son « K » et sur l'administration yankee.

Cependant la structure sociale de l'armée soviétique et de l'Etat russe est autre que l'organisation américaine. L'armée soviétique est pénétrée de communistes.

Mais, il existe aussi un phénomène particulier en U.R.S.S. dont l'effet peut être contraire.

C'est que dans toutes les crises politiques du Kremlin, ce sont les chefs militaires qui ont fait pencher la balance en faveur de « K ».

En 1953, Beria a été tué, semble-t-il, en pleine séance du Bureau Politique, par un général. En tout cas, c'est le maréchal Joukov qui a, avec ses troupes, neutralisé les « forces armées de l'intérieur » qui étaient sous les ordres de Beria, chef suprême de la Police.

En 1957, c'est encore le maréchal Joukov qui a sauvé « K ». Lorsque ce dernier a été mis en minorité, au sein du Praesidium (ancien Bureau Politique), c'est Joukov qui a mis à sa disposition des avions pour amener à Moscou, d'urgence, les membres du Comité Central. C'est encore Joukov, qui a « protégé » par ses troupes, cette réunion extraordinaire du C.C., qui a rétabli « K » à son poste de premier secrétaire et dégradé les membres du groupe anti-parti.

L'hypothèse émise en ce qui concerne l'affaire de la Finlande, n'a donc rien d'impossible.

Mais elle est tellement grave et ses conséquences pour l'évolution de l'U.R.S.S. peuvent être si sérieuses, qu'il faut la vérifier très minutieusement avant de l'adopter.

Oreste Rosenfeld

P.S. — Une bonne nouvelle cependant. L'U.R.S.S. accepte la proposition anglo-américaine du 13 novembre concernant la reprise des négociations de Genève en vue de conclure un accord sur la cessation des expériences nucléaires.

Nations-Unies et menaces atomiques

par Henri LAUGIER

ancien secrétaire général adjoint aux Nations-Unies

NOMBREUX sont les vaillants guerriers, depuis Attila jusqu'à Hitler, qui, au cours de l'histoire, ont accumulé sur l'humanité d'indicibles souffrances. Mais ces souffrances, si terribles qu'elles aient été, n'étaient, après tout, pas mortelles pour l'espèce. L'Histoire, ou la légende, veulent que Napoléon ait dit : « Une nuit de Paris me rendra tout cela »...

Mais les générations actuellement vivantes ont un redoutable privilège : pour la première fois, les hommes ont entre leurs mains, disponible au commandement d'un gouvernement, ou d'un individu, mobilisable par une volonté consciente, ou parfois par une simple erreur technique, la possibilité d'anéantir complètement l'humanité, la civilisation, dans une apocalypse cosmique obligeant le genre humain à repartir pratiquement de zéro.

Disons-nous que cette situation dramatique est créée par l'essor explosif des sciences exactes et naturelles, face à la stagnation des sciences sociales et des sciences humaines ? Cela peut se défendre. En quelques siècles nous avons franchi au cours d'une accélération fantastique, les degrés de la connaissance qui séparent le ciel des bergers de Chaldée avec sa voûte piquée de clous d'or, de l'univers en expansion ; de l'atome inerte, indivisible, terme ultime de l'analyse élémentaire, à l'atome univers, réservoir de puissances quasi illimitées, utilisables pour le bien et pour le mal. Et bien qu'il faille apporter quelques nuances à ce qu'affirmait volontiers G. Berger, nos connaissances sur le cerveau humain, sur les lois de son comportement, n'ont guère

progressé depuis Aristote et Platon. Sans doute peut-on rechercher dans ces déséquilibres entre les progrès des sciences exactes et ceux des sciences humaines, une des causes de la situation dramatique où se débattent les sociétés dans le temps présent.

On se lasse de tout, excepté de connaître, et il est toujours fécond de rechercher les raisons des choses. Mais, aujourd'hui, ce qui est plus important que tout, pour tous les hommes, pour tous les gouvernements, pour tous les peuples d'aujourd'hui, c'est qu'ils prennent conscience de la menace présente qui pèse sur tous ; qu'ils réalisent qu'il n'est pas tolérable qu'ils demeurent indifférents et passifs, devant un avenir qui est encore entre leurs mains.

Constatons que cette prise nécessaire de conscience, est hélas très lente, et qu'elle risque d'être gagnée de vitesse par la folie des grands, capables, pour des raisons de prestige national, de faire massacrer hommes, femmes, enfants, pour une fois conformément à la Charte des Nations Unies, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, dans un holocauste déshonorant pour l'esprit humain.

Notons cependant une évolution de la pensée mondiale, vers cette prise de conscience ; déjà, un peu partout, les neutres, les petits, les non-engagés se rassemblent, et expriment, avec une timidité certes encore regrettable, leurs profondes préoccupations devant la manière dont les grands jouent avec le feu. Ils découvrent bien tardivement en vérité, que, dans une guerre atomique éventuelle, il n'y aura plus de neutres, plus de non-

engagés, il n'y aura partout que de misérables victimes.

A Belgrade, ces non-engagés adressent, respectueusement encore, des appels à Khrouchtchev et à Kennedy, et ces appels, certes émouvants, probablement stériles, semblent encore reconnaître et accepter que le sort de l'humanité puisse être réglé dans des dialogues entre deux faiblesses humaines dotées de toutes les puissances destructives.

Aux Nations-Unies, voici que ces petits, ces moyens, ces neutres, ces non-engagés, exclus du Club atomique, se réveillent, et sur ce forum international, où chacun a une voix égale à celle des plus grands, où ils peuvent parler d'égal à égal avec Russes et Américains, ils se rassemblent autour d'une résolution, invitant ceux qui se croient les maîtres du monde, et qui sont seulement les maîtres de son suicide et de sa destruction, à réfléchir à leurs responsabilités, à arrêter leurs expériences d'explosions atomiques, à reprendre leurs travaux sur toutes les modalités possibles d'un désarmement, partiel, ou universel... Cette mobilisation de l'opinion des peuples, se fait autour de cette prise de conscience, tardive, certes, mais tous les jours plus puissante, que la démocratie mondiale ne peut laisser le sort du monde se décider dans des confrontations de puissances sans témoins ; et que, à ces débats dont dépend le sort du monde, l'opinion universelle doit être présente, doit être témoin, doit être active, pour imposer aux plus grands, la loi des peuples, leur volonté de justice et de paix. L'Assemblée générale des Nations Unies est le lieu d'élection pour cette action de sauvegarde,

encore possible, de la civilisation humaine.

Et si l'on me dit que ces résolutions manquent pour l'instant encore d'efficacité, je suis prêt à en convenir. Mais je dois dire aussi ma conviction, que cette campagne doit croire tous les jours, en vigueur, en puissance ; que les derniers votes de l'Assemblée constituent sûrement un premier succès ; que si l'Assemblée était formée non de représentants des gouvernements, mais de représentants authentiques des peuples, la condamnation de l'énergie atomique au service de la guerre, aurait rencontré l'appui de bien des pays dont les gouvernements se sont abstenus, en fonction de leurs engagements ou de leurs chaînes politiques. Ne pas se laisser ; dire le vrai ; dire le juste ; déjà, j'en suis convaincu, une grande partie, tous les jours plus grande, des hommes de pensée dans les pays même du Club atomique, souhaite voir écarter de l'horizon des hommes, ce mortel cauchemar.

Quant à la France, hélas, trois fois hélas... En fermant les yeux, je vois, j'imagine Jean Jaurès ou Léon Blum, ou Paul Boncour, rassemblant à la tribune des Nations Unies les peuples du monde, autour du combat éternel d'une France au service de l'homme. Hélas, trois fois hélas, la France y est bâillonnée. Son représentant y est bâillonné. Comme le dit avec beaucoup de grâce et de mesure notre aimable ministre des Affaires étrangères : « Il y a deux Ecoles de pensée... »

Je ne pense pas qu'on ait choisi, pour la France, l'Ecole de pensée qui doit la conduire à la grandeur.

ESPAGNE

...ET LE FASCISME SERA DÉTRUIT

Parmi les nombreux messages venus de partout, saluant la naissance du P.S.U. le 3 avril 1960, il en fut un pour lequel Laurent Schwartz, à la tribune du congrès, réclama toute l'attention de la salle. Il s'agissait du message signé « Mouvement Populaire de Résistance » (M.P.R.) arrivé directement d'Espagne.

Les camarades de « l'intérieur », comme les appellent les exilés, saluaient « l'union des socialistes de France... » et exprimaient le ferme espoir de trouver dans le P.S.U. un appui fraternel pour continuer leur combat dans le foyer du fascisme international qu'est l'Espagne franquiste.

Le message, écouté avec beaucoup d'attention, fut chaleureusement applaudi.

Depuis le P.S.U. s'est affirmé, il a pris sa place dans le pays. Qu'est devenu le M.P.R., pendant ce temps, en Espagne ?

CES dernières semaines, la presse parlait de l'Espagne presque chaque jour. C'était, malheureusement, pour nous apprendre que nos « ex-militaires-ultra-activistes » réfugiés là-bas, inspirés, guidés, aidés par les phalangistes, conspiraient et s'organisaient contre ce qui reste de démocratie en France... et ailleurs.

Cette « publicité » faite à Franco présente au moins un avantage : elle remet à l'ordre du jour le problème espagnol. Elle rappelle que le régime franquiste, illégal et imposé par la force, se maintient, contre la volonté populaire, depuis plus de vingt ans. Elle démontre que, lorsque les forces démocratiques d'un pays sont écrasées, les militants d'avant-garde tués, emprisonnés ou exilés, il est plus difficile qu'on ne le croit de regagner sa liberté. Une population vaincue, abandonnée par les autres pays, sou-

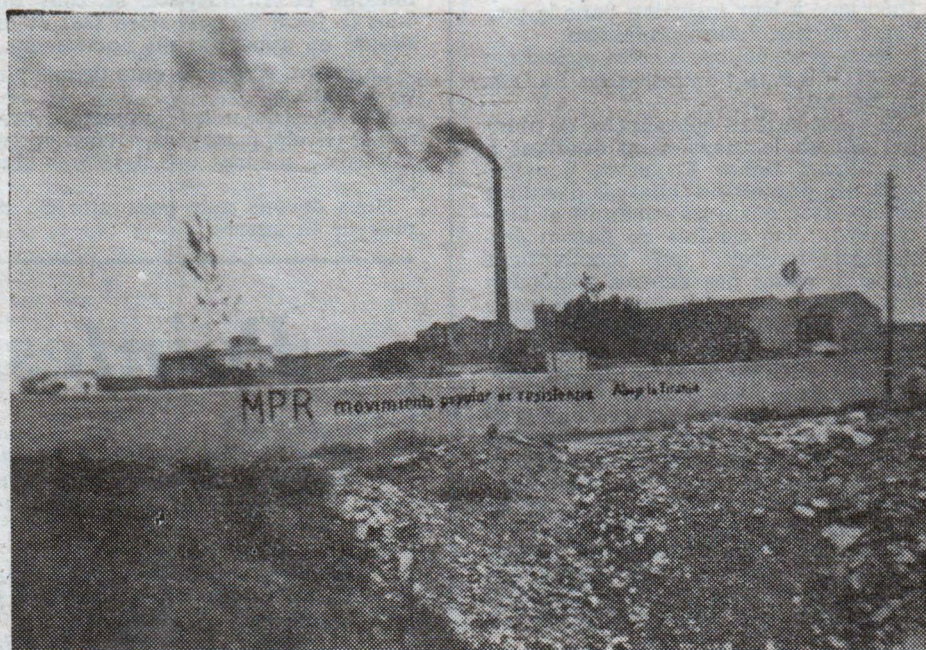
mise à une seule propagande, ne retrouve que très lentement sa force combative.

C'est dans ces conditions que le Mouvement Populaire de Résistance a dû s'organiser.

Issu des prisons, il lui a fallu vaincre la démolition et la peur de

se substituer aux organisations politiques ou syndicales, il peut rassembler tous les partisans de la liberté sans distinction.

Implanté dans les grandes villes ainsi que dans les campagnes, le M.P.R. se manifeste et s'exprime. Des tracts circulent, des sigles et des slogans ap-



Pour ces inscriptions (ici, sur les murs de Barcelone), des peines de 20 à 30 ans de prison. La mort, parfois.

la guerre civile, briser l'isolement, pallier la dépolitisation et enfin, surmonter la méfiance et la division.

Aujourd'hui, un organisme clandestin moderne est sur pied. Véritable instrument de combat ne désignant pas

paraissent sur les murs : « MOVIMIENTO POPULAR DE RESISTENCIA - ABAJO FRANCO - M.P.R. - ABAJO LA TIRANIA ».

On sait partout maintenant qu'il n'existe pas seulement une opposition

« libérale » (composée de monarchistes, d'intellectuels catholiques, d'ex-partisans, même, du régime) qui élève de temps en temps des protestations, mais une véritable opposition populaire.

Se libérer d'abord : C'est l'aspiration de l'immense majorité du peuple espagnol. Mais seule « l'action méthodique et constante d'une résistance organisée » peut aider la force latente du pays à se débarrasser de la dictature.

Franco ne craint ni les critiques, ni les protestations platoniques, ni les masses inertes. Il redoute, par contre, toute manifestation de colère populaire un peu sérieuse et coordonnée.

Malheureusement, la Résistance espagnole manque encore de moyens pour entreprendre des actions d'envergure, qui soient autre chose que des « aventures » sans lendemain ou des sacrifices inutiles.

Le Comité National de Coordination du M.P.R. a lancé un appel à tous les exilés espagnols et aux antifascistes du monde entier pour les rappeler au principe de solidarité envers un peuple opprimé.

Nous ne pouvons pas croire que l'O.A.S. soit mieux comprise en Espagne que ne le sont les antifascistes espagnols en France, et que l'internationalisme soit devenu un principe fasciste.

Au moment où les fascistes européens tentent à nouveau de se regrouper, s'apportant mutuellement une aide morale et matérielle, les résistants sont en droit d'espérer de tous les démocrates du monde un soutien effectif.

Aidons-les, apportons notre part à leur effort pour anéantir le repaire de nos plus proches, donc de nos plus dangereux ennemis.

Marguerite Barreau.

320 travailleurs appellent à l'union contre l'O.A.S. et le fascisme

Par 320 signatures, les travailleurs de la G.A.M. Dassault - 82, rue du Vieux Pont de Sèvres - Boulogne - ont approuvé le texte ci-dessous, demandant aux partis politiques et aux organisations syndicales une prise de position ferme contre l'O.A.S. expression confirmée du fascisme :

DEVANT la gravité du péril, de nombreuses formations politiques et syndicales ont condamné les agissements fascistes. Quelles que soient leurs divergences, par ailleurs, elles ont pour devoir d'agir ensemble contre le terrorisme O.A.S. et le fascisme dont les menaces visent l'ensemble des Français.

Nous, TRAVAILLEURS, constatons que le Pouvoir n'est pas à même de prendre les mesures qui s'imposent contre les monstrueux attentats parce qu'il est issu du complot des généraux factieux et autres ultras.

Nous affirmons, que seules l'UNION et l'ORGANISATION de toutes les forces attachées à la démocratie peuvent être efficaces pour faire reculer le fascisme.

Nous apprenons, ce jour, que le Parti Communiste Français s'est adressé au P.S.U. - S.F.I.O. - Parti Radical - M.R.P. - Union Progressiste, U.D.S.R., Jeune République, Ligue des Droits de l'Homme, F.E.N., S.N.I., C.G.T., C.F.T.C., F.O. et U.N.E.F.

Nous approuvons cette initiative et demandons que devant la menace l'Union de tous les travailleurs et de toutes les forces démocratiques se réalisent pour faire bloc contre l'O.A.S. et le FASCISME.

Fait à Boulogne,
le 17 novembre 1961

Le billet de Jean Binot

Entre soi...

V OILA qui va des mieux : M. de Gaulle a donné audience au ministre des Affaires étrangères de son collègue Franco. Il n'y aura que les naïfs et les jobards pour s'en montrer surpris : après l'échange de politesses et de bons procédés intervenu ces temps-ci, et le personnage en question se trouvant dans notre capitale, pourquoi diantre, n'aurait-il pas franchi les portes de l'Elysée ?

Les délicats, de leur côté, penseront que M. de Gaulle n'a cœur ni mémoire pour faire si bon marché des souffrances naguère subies par ceux qui, obstinés à rejoindre les Forces Françaises Libres, connurent les prisons et les camps du dictateur ami et allié de Hitler... Mais en vérité ce sont là, comme dit l'autre, des péripéties ! Allons, un peu de patience, et le Caudillo sera reçu à son tour, le ministre Malraux présent, conformément à la nature des choses.

Le correspondant madrilène du journal Le Monde rapporte la « vive satisfaction » éprouvée après cette entrevue, considérée comme un privilège spécial accordé à l'Espagne et au Caudillo, d'autant que celle-ci eut lieu « sur l'initiative du général de Gaulle ». Ce dernier a fait transmettre à Franco « toute sa sympathie » ainsi que « les vœux qu'il fait pour lui et son régime qui représente un facteur de stabilité et de paix sociale en Europe ».

D'ici à ce qu'on importe de cette graine de « paix sociale ».

Et voilà qui donne tout son sel au récent propos de l'inénarrable Vallon, « gaulliste dit de gauche », qui a toujours le mot pour rire : « De Gaulle rétablira la Démocratie ; c'est son intention »... une démocratie en kési, avec l'esprit d'un Debré, l'âme d'un Papon, et des parrains du genre Franco et Salazar.

Pour une journée nationale d'action

LE Parti Communiste Français avait invité un certain nombre de partis et d'organisations syndicales à une réunion pour envisager les initiatives qui pourraient être prises en commun pour lutter contre le danger fasciste.

Le Bureau National du P.S.U. avait mandaté Pierre Belleville pour le représenter.

Celle-ci a eu lieu le lundi 20 novembre. Y assistaient, outre les représentants du P.C., ceux de l'Union Progressiste, de l'U.D.S.R., de la Ligue des Droits de l'Homme.

Après un échange de vue des participants, ceux-ci ont publié un communiqué déclarant « qu'ils ont convenu de l'urgence d'une vaste action contre le terrorisme et le fascisme. Ils ont envisagé l'organisation d'une journée nationale d'action. Ils ont décidé de poursuivre leurs efforts pour que la réalisation d'une pareille journée soit la plus large possible. »

Debré contre U.N.E.F.

L'Association Générale des Etudiants de Nantes a organisé les 17 et 18 novembre deux journées d'études ayant pour thème la liaison Université-Entreprise. Ces journées ont débouché sur la création d'un bureau « Liaison Université-étudiants-économie », qui présentera dans quelques mois des projets concrets sur le plan régional. Selon les résultats, l'expérience pourrait être étendue au plan national. Ainsi en ont décidé les responsables de l'A.G.E. de Nantes, appuyés par M. Olivier Giscard d'Estaing, président de l'Association Européenne des jeunes chambres économiques, et M. Rouchet, industriel nantais.

Les décisions ont été prises contre la volonté de l'U.N.E.F. De quoi s'agit-il exactement ?

CHACUN sait aujourd'hui que l'Université est incapable de fournir à l'économie nationale les cadres dont elle a besoin ; l'archaïsme de ses structures et son sous-équipement l'en empêchent. Chacun a aussi conscience de la nécessité d'assurer une liaison entre l'Université et l'économie, de préparer le passage des étudiants d'un enseignement trop théorique à leur insertion dans la pratique de leur future profession.

Mais alors pourquoi cette opposition de l'U.N.E.F. à l'initiative de l'A.G.E. de Nantes ?

Il s'agit là d'un épisode (un de plus) qui oppose le mouvement étudiant à M. Michel Debré. En effet, il existe déjà des organismes chargés d'assurer cette liaison entre les étudiants et l'entreprise : les comités de liaison étudiants-entreprises, qui fonctionnent dans le cadre des centres régionaux des œuvres universitaires, organismes cogérés par les représentants de l'Education Nationale et de l'U.N.E.F. Pourquoi, dès lors, l'A.G.E. de Nantes créerait-elle dans cette ville un organisme, soi-disant indépendant, en réalité financé par des entreprises privées, alors que le centre des œuvres universitaires vient de voter les crédits nécessaires à l'installation d'un comité de liaison étudiants-entreprises, à Nantes ? Tout simplement, parce qu'elle est une des dernières A.G.E. de province encore hostile à l'U.N.E.F. et entrant, par conséquent, dans le jeu du premier ministre.

Ce que Le Figaro appelle une opposition de doctrine, n'est en réalité, que l'expression d'une des intrigues familiares à M. Debré. L'opposition de fond intervient, non sur le principe mais sur le mode de financement. L'U.N.E.F. est, à juste titre hostile à une participation financière des entreprises privées à l'enseignement supérieur. En l'acceptant, l'A.G.E. de Nantes entre pleinement dans le jeu du patronat français. Il est vrai que les deux journées d'études n'ont pas connu un grand succès.

Jacques Tollivier

L'étape

LA grève de la faim, organisée depuis près de trois semaines par les détenus algériens et par Ben Bella et ses compagnons est terminée.

Sans doute tous les objectifs que s'étaient fixés les grévistes n'ont-ils pas été atteints. Ben Bella et les autres ministres du G.P.R.A. détenus depuis le coup du 22 octobre 1956, demeurent aux mains des autorités françaises. Le gouvernement du Maroc, qui était intervenu activement, n'a pu faire accepter la solution qu'il proposait et qui aboutissait en fait à placer Ben Bella et ses compagnons sous sa responsabilité. Rien de précis encore n'a été dit sur la participation des mêmes hommes à une éventuelle négociation avec le G.P.R.A.

Il reste que l'ensemble des autres détenus algériens ont obtenu — n'oublions pas que c'était le seul objectif initialement fixé — d'être placés sous le régime politique. Les garanties offertes pour contrôler l'application effective de la décision seront-elles suffisantes surtout lorsqu'il s'agira d'étendre le contrôle à l'Algérie ? Trop de précédents nous ont révélé l'incapacité du pouvoir gaulliste à faire appliquer les mesures de cette nature pour que nous osions répondre affirmativement. Il n'en reste pas moins que l'action des détenus algériens, probablement aussi l'émotion soulevée par les incidents du 17 octobre, le risque de voir l'opinion ne plus se résigner à un nouveau retard de la négociation, ont contraint le gouvernement à un recul.

Celui-ci en réalité se trouve de plus en plus empêtré dans son machiavélisme. Imitant les gouvernements de la IV^e République en ce point comme en beaucoup d'autres, il a cru pendant longtemps pouvoir tirer avantage de divisions (réelles ou imaginaires) de l'intérieur du G.P.R.A. et du F.L.N. Il semble bien que l'action de Ben Bella ait entre autres résultats au moins celui d'avoir fait sentir que ces divisions, si elles existent réellement, risquent de compliquer la négociation. Nous n'avons nullement intérêt, bien au contraire, à avoir en face de nous des partenaires en désaccord entre eux.

La droite et l'extrême-droite vont évidemment s'indigner qu'un régime « plus libéral » soit accordé à Ben Bella et que les autorités marocaines, après être intervenues dans l'affaire, soient associées plus ou moins directement au contrôle de ces conditions.

Dans un récent article du Journal du Parlement (16 novembre) Georges Bidault se scandalisait de ces « précautions spéciales ». Il évoque à ce propos un souvenir :

« Quelles que soient les complaisances inexplicables de M. Guy Mollet pour le général de Gaulle qui semble bien exercer sur lui une sorte d'hypnose, dont, à mon avis, quelques mois de coexistence auraient dû le guérir, il doit être dit à l'honneur de M. Lacoste en premier lieu et de M. Guy Mollet, comme instance d'appel, que le gouvernement français n'a pas flanché en 1956.

« Je l'ai su tout de suite parce que c'était le soir d'une réunion où, comme président, à l'époque, de l'Association française pour la Communauté atlantique, il m'est ainsi arrivé, pour la dernière fois, je suppose, d'être assis entre M. Guy Mollet, président du Conseil français, et le général Norstad, commandant en chef des Forces atlantiques en Europe. Lorsqu'une nouvelle murmurée parvint aux oreilles de mon voisin de gauche, qui était le président du Conseil français, celui-ci s'éloigna aussitôt et il ne revint qu'une heure après... On s'ennuyait assez ferme en attendant son retour. Il revint, ayant reconquis, pour la plus grande partie, l'assurance qui est le principal de sa force. Il me dit en quelques mots ce qui s'était passé, et nous fîmes sans peine l'accord qu'il fallait couvrir et tenir. »

Enregistrons ce rappel d'un point d'histoire et laissons les autres se débrouiller avec leurs contradictions et leurs variations.

Pour nous, qui avons jugé que le coup de filet de 1956 était un mauvais coup, qui avons toujours dit qu'il n'y aurait pas de fin de la guerre sans négociation avec le G.P.R.A. et affirmé que l'indépendance de l'Algérie était depuis longtemps inscrite dans les faits, nous nous réjouissons que de nouvelles et dramatiques complications aient été évitées et nous espérons que le compromis avec le gouvernement marocain n'est qu'une étape. Bourguiba est passé de l'île de la Galite à Belle-Ile, de Belle-Ile à une résidence dans le Loiret, avant de venir négocier à l'Hôtel Matignon. Mais qu'on ne fasse pas de pauses trop longues entre chaque étape.

Pierre Luquet

JOURNÉE D'ACTION DANS LE FINISTÈRE

LES organisations départementales : Confédération Générale du Travail (C.G.T.) - Fédération de l'Education Nationale (F.E.N.) - Syndicat National des Instituteurs (S.N.I.) - Parti Communiste Français - Parti Socialiste Unifié - Comité d'Action Laïque - Mouvement de la Paix - Union des Jeunes Communistes de France, constituant le Comité d'Action Républicaine et Antifasciste, se sont réunies le jeudi 16 novembre 1961 et ont adopté un appel qui dit notamment :

La guerre d'Algérie dure depuis plus de 7 années.

Elle sacrifie notre jeunesse..., favorise le développement des mouvements factieux..., menace nos dernières libertés...

Nous devons agir pour une fin rapide de la guerre.

Nous devons agir pour que le pouvoir réponde favorablement aux propositions de négociations qui lui sont faites par le G.P.R.A.

Nous devons agir pour des négociations immédiates qui feront entrer dans les faits le droit du peuple algérien à son indépendance.

Nous devons agir pour la défense et la reconquête de toutes nos libertés.

Les organisations signataires décident la tenue d'une Journée d'Action contre le racisme, contre le fascisme qui monte, pour la paix en Algérie.

LE MARDI 28 NOVEMBRE 1961

Elles appellent toutes les organisations à s'associer à la journée de lutte.

Elles demandent à leurs organisations locales de se rencontrer afin de préparer en commun la journée.

Pointes...

● Conseil à la gauche : pour obtenir autorisation en vue meeting Mutualité, faire passer demande par O.A.S. Résultat garanti ; bienveillance police Papon assurée.

● Pour augmenter de vingt-cinq millions les émoluments de M. de Gaulle et continuer la guerre d'Algérie, nul besoin d'impôts nouveaux.

Mais pour relever le salaire des gaziers et des cheminots de deux pour cent, des impôts nouveaux sont indispensables. M. le Premier Ministre a bien fait de rappeler cette évidence.

● « Les Français ne sont pas tellement malheureux » a dit le ministre Baumgartner.

En revanche le gouvernement est tellement intelligent, tellement républicain, tellement social ! Ceci nous console de cela.

...sèches

Sur les "grands boulevards"

SAMEDI, 16 heures 45 : les bouches du métro Strasbourg-Saint-Denis lâchent des grappes compactes de jeunes qui se dispersent par petits groupes. Les trottoirs offrent alors un visage accoutumé : la foule du samedi, une foule plus dense qu'habitude, lèche-vitrine et sortie au cinéma. Bref, les grands boulevards du folklore parisien.

● 16 heures 55 : A côté de moi, près du Monoprix, dix jeunes se jettent sur la chaussée, face aux voitures, levant les bras pour les arrêter. Presque en même temps, de tous côtés, la chaussée est envahie par cent, par cinq cents, par mille jeunes. Une clameur monte : « Paix en Algérie ».

Stupéfaction des badauds. La chaussée est barrée sur toute la largeur. Avec cinq minutes d'avance sur « l'horaire ».

● 17 heures 05 : la manifestation a pris corps. Les effectifs ont doublé. En tête : la large banderole prévue « Paix en Algérie ». D'autres jaillissent : « A bas le racisme », « Retrait du contingent », « A bas la guerre ».

La police n'est toujours pas là. Le cortège a doublé d'importance. On le voit en regardant en arrière, les autobus, les automobiles de plus en plus lointains. Devant : chaussée déserte. « Le fascisme ne passera pas ! ». Les automobiles non plus. Tout le monde est calme, presque joyeux. Enfin quelque chose. On fait des signes aux passants, sur les trottoirs : « Avec nous ». Certains applaudissent, d'autres regardent, mornes. La majorité sourit favorablement, conquise. Il faut dire que



(Elie Kagan)

Le temps des motions, des manifestes, des pétitions est révolu.

la jeunesse, la sincérité, la sympathie qui émanent des groupes serrés au coude à coude est communicative. Des fenêtres des immeubles voisins des gens applaudissent, d'autres ont l'air stupéfait. Qu'est-ce que c'est ?

"O.A.S.-assassins"

« O.A.S. Assassins » scande-t-on, « Libérez Ben Bella », « Libérez les Algériens ». A chaque carrefour : arrêt. Le temps de faire resserrer les rangs. De laisser les autres qui arrivent en courant de rues adjacentes nous rejoindre. Boulevard Montmartre, combien sommes-nous ? Cinq mille ? Au moins. Que les spécialistes évaluent. De la hauteur de la rue du faubourg Poissonnière jusqu'à la rue de Mazagan, soit 250 mètres sur cinquante personnes de large cela fait au moins 12 000 ! Les 2 500 de la R.P.F. ou du Journal du Dimanche sont loin.

La manifestation repart, grossissant toujours. Devant l'A.B.C., arrêt et silence de quelques secondes. Ici eurent lieu les accrochages violents entre manifestants algériens et policiers, le 17 octobre.

« Pas de service à 19 ans » crient des lycéens. Près de moi, de très jeunes filles rient très fort en tendant au-dessus d'elles une bande de papier crépon sur laquelle elles ont tracé « A bas la guerre ». Une d'entre elles explique : « J'ai pris plein de mouchoirs... pour des pansements ! ».

Unité

Le cortège grossit toujours. La discipline règne. Dès qu'il le faut, un service d'ordre diffus jusqu'alors, apparaît et canalise les manifestants. Avec à propos si l'on juge de la suite. Au carrefour Richelieu-Drouot, le cortège s'enfile sur le boulevard Haussmann. Pourquoi : c'est un quartier de bureaux, donc désert un samedi. L'explication ne tarde guère. Aussitôt, de la rue Laffitte plusieurs cars de police cachés apparaissent et barrent la chaussée. En courant les manifestants refluent et s'élançant vers le boulevard des Italiens, vers l'Opéra. Le gros de la troupe passe ainsi avant que la police ne scinde la manifestation. Un orateur grimpe sur une borne lumineuse et donne le mot d'ordre : dispersion. Mais les jeunes ne veulent pas. Et on continue. Opéra. Madeleine. Saint-Lazare. On se dispersera gare Saint-Lazare vers 18 h 15. Après avoir entraîné un peu. Quelques-uns, tout à l'heure proposaient de continuer jusqu'à Belleville, « chez les ouvriers ». On est déçu. C'était presque une promenade. On n'est pas satisfaits, on discute. Pourquoi tous les syndicats et tous les partis sans exception n'ont-ils pas appelé à la manifestation ? Pourquoi pas une grande manifestation de masse ? Pourquoi ? tout à l'heure à plusieurs reprises, on a crié « Unité, unité antifasciste, le fascisme ne passera pas ». Bien sûr on est content. Mais pas satisfait totalement.

Une réussite

Sans doute la manifestation elle-même est réussie. La police, ici n'est pas intervenue. Ou peu : efficacité de la tactique employée ou instructions attentistes de la préfecture ? A

l'Odéon où plusieurs centaines de manifestants se regroupèrent, la police fort nombreuse matraquera selon sa tradition. Vers le métro Notre-Dame des Champs également. Par contre, partant du même point que la plus importante manifestation, le second cortège qui partira vers 17 heures 30 de Strasbourg-Saint-Denis évitera tous les accrochages. Ce seront encore deux

Du côté de chez Caliban...

IL y a décidément du nouveau et l'on doit à coup sûr considérer comme révolue la période ouverte par le 13 mai durant laquelle le régime gaulliste, à défaut d'un contentement populaire sincère et profond a toutefois bénéficié de l'indifférence ou de la soumission de la masse.

Mais la poursuite de la guerre en Algérie avec son cortège de tortures et d'assassinats impunis, les tentatives de putsch qui ont révélé avec la détérioration de l'Etat soi-disant fort et stable la complicité de certains gouvernants, enfin d'apparition de l'O.A.S. et la multiplication des meurtres et des exactions que du reste elle revendique, tout cela, joint à la dégradation du climat social, fait que l'on assiste à une reprise de conscience, à un réveil de l'opinion sur qui la magie gaulliste ne peut plus agir, après tant de reniements, de faillites et de mensonges.

Sans doute n'est-ce là qu'un début, et le plus gros de l'effort à consentir est-il devant nous, mais il est indéniable que depuis plusieurs semaines la montée du péril fasciste et la nature des complicités qui se sont fait jour aussi bien dans l'armée que dans la police ont hâté ce regain de vigilance populaire, prélude aux actions futures.

Comme il était naturel, c'est de la jeunesse qu'a jailli le signal.

On n'a pas oublié le meeting tenu l'an dernier à la Mutualité, puis le cortège qui s'organisa pacifiquement mais avec force malgré le service d'ordre de M. le préfet de police, et depuis, les mouvements déclenchés au Boul'Mich. Plus près de nous, le 1^{er} novembre, avait lieu la démonstration du seul P.S.U. dont l'habileté, la vigueur et la cohésion mirent la police hors d'état d'intervenir en suscitant la sympathie visible des curieux aux fenêtres ou sur les trottoirs.

Mais il faut rendre cette justice aux plastiques de l'O.A.S. qu'en prenant pour cible l'Université, en la personne de ses membres les plus respectés et les plus courageux, ils se sont identifiés avec le fascisme classique, et qu'en utilisant les méthodes héritées de Hitler, de Mussolini et de Franco, ils ont dissipé toute équivoque sur ce qu'ils sont, sur ce qu'ils veulent, sur ce qu'ils feraient s'ils parvenaient à instaurer chez nous le régime Ortiz-Argoud-Salan.

L'explosion provoquée au domicile du professeur Godement a entraîné une prompt et magnifique riposte : manifestation de soixante-dix professeurs ayant à leur tête le Doyen de

à trois mille jeunes qui crieront leur volonté de voir cesser la guerre.

Tous ceux qui ont manifesté ont remarqué la jeunesse de la majorité des participants. Sa diversité : il n'y avait pas seulement des étudiants mais visiblement de jeunes ouvriers et employés. Sa détermination aussi. Les jeunes en ont assez. pour eux le temps des motions, des manifestes, des pétitions est révolu. Et si la gauche française est incapable de le comprendre, il est certain que leurs actions futures risquent, dans la recherche d'une issue, de tomber dans la violence. Les heurts qui se sont produits à la Sorbonne le jeudi 16 novembre sont, à cet égard symptomatiques.

Emile Copfermann

LES JEUNES SOCIALISTES DE TURIN SOLIDAIRES

A la veille de la manifestation pour la paix en Algérie organisée le 18 novembre, notre camarade Romain Denis a reçu le télégramme suivant adressé au secrétariat des Etudiants Socialistes Unifiés :

« Secrétariat Mouvement Jeunesses Socialistes et Direction Groupe Universitaire Socialiste de TURIN vous prie d'exprimer aux camarades JEUNESSES SOCIALISTES UNIFIEES et organisation ETUDIANTS SOCIALISTES leur inconditionnelle solidarité en ce moment décisif non seulement pour la lutte de la classe ouvrière algérienne et française, mais pour l'avenir mouvement ouvrier européen et africain ».

la Faculté des Sciences ; meeting dans la cour de la Sorbonne avec la double allocution du professeur Kastler et du président de l'U.N.E.F., Dominique Vallon, enfin la démonstration de la rue de l'Estrapade qui vit, pour une fois, un service d'ordre embarrassé, n'ayant peut-être pas très bonne conscience ni très bonne opinion du rôle qu'on lui faisait jouer...

D'autant que, dans la même semaine, le jeudi 16 novembre, avec l'autorisation de Papon, le fameux comité de Vincennes où siègent aux côtés de Bidault et de Lafay les Lacoste et autres Lejeune, pouvait faire acclamer le nom de Salan devant un parterre fasciste en délire. Notre confrère Le Monde s'exprime ainsi : « Cette édifiante soirée témoigne une fois de plus de l'étonnante complaisance dont les activistes bénéficient de la part des pouvoirs publics. Complaisance qu'on n'opposera jamais trop à la sévérité à laquelle se heurtent ceux qui entendent protester contre le racisme et l'arbitraire sous toutes ses formes. »

« L'apologie de la rébellion activiste est tolérée dans les mêmes lieux qui étaient interdits il y a quelques jours à ceux qui voulaient protester contre la répression du 17 octobre... »

Mais le même pouvoir qui tolère ces exhibitions sinistres avait, bien entendu, interdit le rendez-vous donné par la jeunesse — dont les étudiants et les jeunes du P.S.U. — samedi soir au carrefour de l'Odéon ! Car, n'est-ce pas, les Debré, Papon et autres Frey sont à cheval sur l'ordre républicain !

N'importe ! la jeunesse a passé outre à cette interdiction odieuse et, avec elle, tous ceux qui entendaient appuyer sa juste et pacifique démonstration. De sorte que deux cortèges groupant ensemble plusieurs milliers de participants ont abouti, l'un à la gare du Nord, l'autre non loin de Saint-Lazare, sans heurts, sans destructions, sans violences...

Depuis, l'illustre Dides a été mis sous clé — pleurnichant qu'il n'a pas tenu les propos qu'on lui attribue ! Il y est pour combien de temps, et de quelle manière imitera-t-il ces militaires galonnés qui ont noms Vaudrey et de Saint-Rémy ?

Les semaines, les mois à venir ne seront pas exempts d'épreuves. Pour les surmonter le peuple sait ce qu'il faut faire : être présent, uni dans la vigilance et dans l'action, que ce soit à l'usine, que ce soit à la Faculté, que ce soit, toutes les fois qu'il le faut, dans la rue ! Du côté de chez Caliban il y a du nouveau.

Edmond Fournier.

Informé de la préparation d'une manifestation de rue pour la paix en Algérie, organisée par divers mouvements de jeunes et d'étudiants, le Bureau National du P.S.U. avait décidé d'inviter les militants à apporter leur appui. Aussi, dès le jeudi 16, publiait-il le communiqué suivant :

LE PARTI SOCIALISTE UNIFIE a demandé à ses adhérents et à ses sympathisants d'apporter un soutien effectif à la manifestation des jeunes et des étudiants qui se déroulera le 18 novembre, à 17 heures, à Paris.

Cette nouvelle action, venant après celle dont nous avons pris l'initiative le 1^{er} novembre, doit hâter le moment où il sera enfin possible d'organiser une journée nationale pour la paix. Les contacts que le P.S.U. a multipliés au cours de ces dernières semaines auprès des organisations syndicales et politiques ont montré la difficulté d'aboutir présentement à une action coordonnée. Il nous paraît cependant qu'une date devrait pouvoir être retenue en commun et que des appels parallèles pourraient être aussitôt lancés.

Le P.S.U. tient d'autre part à souligner l'importance des mouvements de protestation qui ont résonné, dans différentes villes — notamment à Grenoble et à Saintes — aux attentats de l'O.A.S. Il importe de multiplier ces manifestations dans tout le pays.

(16 novembre 1961)

A l'appel de diverses organisations de jeunesse, dont les J.S.U. et les E.S.U., et du Comité Anticolonialiste, plus de 10.000 Parisiens et Parisiennes ont manifesté samedi soir pour la paix en Algérie et contre le racisme.

Le P.S.U., dont les organisations parisiennes s'étaient jointes à cette manifestation, se félicite de son ampleur. Il y voit la preuve qu'une riposte de masse peut et doit s'organiser rapidement contre les provocations de l'O.A.S. et pour la reprise et l'aboutissement des négociations avec le G.P.R.A.

Le P.S.U. appelle ses militants à élever une énergique protestation contre l'inculpation qui vise les dirigeants des organisations de jeunesse responsables de la manifestation.

(18 novembre 1961)

Les militants du P.S.U., répondant à l'appel qui leur avait été adressé, sont venus en grand nombre. Parmi eux, se trouvaient les membres du Bureau national et du C.P.N. présents à Paris : Jean Arthuys, Claude Bourdet, Gilles Martinet, Jean Verlhac, Pierre Stibbe, Robert Verdier, L. Marcus, Jean Poperen, etc...

Le service d'ordre du P.S.U. s'était mis à la disposition des organisateurs. La présence de ses membres auprès des divers cortèges a sans aucun doute été une contribution efficace au succès de cette démonstration de rues.

Le XXII^e Congrès

La deuxième étape de la déstalinisation a commencé avec le discours, public cette fois, de Nikita Khrouchtchev sur les crimes de Staline. Le premier secrétaire du parti communiste de l'Union soviétique n'a rien dit qui ne fût déjà connu, il a même été moins précis que dans son discours secret du XX^e congrès, mais le pas qu'il a fait en avant est important. Le débat est maintenant public, aussi bien pour les Soviétiques que pour le mouvement ouvrier international. La question des fondements et de la nature du stalinisme est donc posée.

Khrouchtchev lui-même, il est vrai, est resté à mi-chemin. On chercherait en vain dans son très long discours une explication « du culte de la personnalité », en tant que système de pouvoir, même dans les passages où il accuse Enver Hodja d'utiliser « le culte de la personnalité » comme instrument de pouvoir. Implicitement cependant, il a posé des problèmes d'une telle ampleur qu'il semble bien invraisemblable que la discussion ouverte puisse en rester aux mérites personnels de Staline.

En condamnant les méthodes employées par Staline contre l'opposition au sein du parti, en se déclarant partisan de la méthode de la persuasion et non de celle de coercition, Khrouchtchev a pratiquement atteint un des fondements du stalinisme : transformer l'activité d'opposition en activité criminelle. Il a, par là, posé le problème de la liberté de discussion dans le parti et les nouveaux statuts du parti, en écartant le systè-

me des épurations périodiques en vigueur depuis 1921, marquent aussi un pas en avant dans ce sens.

En laissant entendre que l'assassinat de S. Kirov, le 1^{er} décembre 1934, fut une provocation montée par Staline, désireux de se débarrasser de tous ses adversaires potentiels, en réhabilitant Toukhatchevski, Eikhe et d'autres dirigeants militaires et politiques, Khrouchtchev a également abattu — sans le dire ouvertement — tout le système des grands procès politiques de 1936-38 dont il ne reste absolument plus rien. Le problème de la réhabilitation de la vieille garde bolchevique, des compagnons de Lénine en 1917 est donc posé : Trotski, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, sont en train de prendre une revanche posthume. La grande période de terreur de 1934-1938 qui s'appuyait sur ces sinistres procès conduits par le sinistre Vychinski, cette terreur qui fit des centaines de milliers de victimes innocentes et avait pour but l'atomisation de la société face au tout puissant appareil d'Etat, est, en conséquence condamnée définitivement.

Il subsiste encore, sans doute, bien des points d'interrogation. Khrouchtchev n'a pas posé dans ses véritables termes le problème de la démocratisation de la vie soviétique. Il s'accroche toujours au monolithisme du parti, même si l'unanimité cache de profondes divergences. Avec son second, Frol Kozlov, il s'en tient toujours à la proscription des fractions dans le parti qui aboutit, en fait, à placer toute opposition en position d'infériorité, face à ceux qui sont maîtres de l'appareil

du parti. On retrouve ici certaines des ambiguïtés du programme sur la participation des masses à la direction de l'Etat et sur la gestion ouvrière des entreprises.

Toutefois, l'évolution amorcée est irréversible. Déjà, certains partis communistes, le P.C. italien, en particulier, dépassent Khrouchtchev. Le silence deviendra de moins en moins facile. Ce qui est en cause maintenant, c'est le rythme et la rapidité de la déstalinisation et non son existence. Il faut dire clairement que plus elle sera rapide et radicale, mieux cela vaudra pour l'ensemble du mouvement ouvrier. On n'évitera pas les nouveaux Budapest par les demi-mesures, mais par la franchise.

Sur tous ces problèmes, nous présentons, en dehors de toute volonté polémique, quelques textes dont la valeur — pensons-nous — vient surtout de leur origine communiste. Les textes de la période stalinienne, dans leur brutalité, montrent bien que le « culte de la personnalité » était plus que le culte d'une personnalité, mais bien un système politique. Les injures du sinistre Vychinski avec leur caractère de rituel macabre indiquent bien le but des procès : enlever tout caractère humain normal aux opposants réels ou potentiels de Staline. Par contraste, les textes du XXII^e congrès ou autour du XXII^e congrès montrent le chemin parcouru et celui qui reste à parcourir pour surmonter le stalinisme. Ces textes n'épuisent en rien évidemment les questions posées. Ils les éclairent dans une large mesure.

J. M. Vincent

I. - Stalinisme et opposition

Extrait de « Histoire du Parti Communiste bolchevik de l'U.R.S.S. » (Ed. 1949 - P. 320)



(Keystone)

TROTSKI

QUAND il eût réglé les problèmes de la construction socialiste, le XV^e Congrès du Parti (1927) passa à la question de la liquidation du bloc trotskiste-zinoviéviste.

Le Congrès constata : « L'opposition a rompu idéologiquement avec le léninisme ; elle a dégénéré en un groupe menchévik, s'est engagée dans la voie de la capitulation devant les forces de la bourgeoisie internationale et intérieure et s'est transformée, objectivement, en un instrument d'une troisième force contre le régime de la dictature du prolétariat. » (Le P.C. de l'U.R.S.S. dans ses résolutions, II^e partie, p. 232 de l'édition russe.)

Le Congrès estimait que les divergences entre le Parti et l'opposition

étaient devenues des divergences de programme ; que l'opposition trotskiste avait engagé la lutte contre les Soviets. Aussi, le XV^e Congrès déclara-t-il l'affiliation à l'opposition trotskiste et la propagande de ses vues incompatibles avec l'appartenance au Parti bolchevik.

Le Congrès approuva la décision prise par l'Assemblée commune du Comité central et de la Commission centrale de contrôle sur l'exclusion de Trotski et de Zinoviev des rangs du Parti, et il décida en même temps de frapper d'exclusion tous les éléments actifs du bloc trotskiste-zinoviéviste, comme Radek, Préobrajenski, Rakovski, Piatakov, Sérébriakov, I. Smirnov, Kaménev, Sarkiss, Safarov, Lifchitz, Mdivani, Smilga, ainsi que tout le groupe du « centralisme démocratique » (Sapronov, V. Smirnov, Bogouslavski, Drobnis, etc.).



(Keystone)

BOUKHARINE

Discours de Khrouchtchev au XXII^e Congrès.

DES opinions différentes peuvent-elles se manifester au sein du Parti dans certaines périodes de son activité, particulièrement aux étapes critiques ? Elles le peuvent parfaitement. Comment faut-il se comporter envers ceux qui expriment une opinion différente de celle des autres ? Nous estimons que, dans des cas semblables, il faut user non pas de répression, mais de méthodes léninistes de persuasion.

Je rappellerai un épisode de l'histoire de notre Parti. A la veille de la Révolution d'Octobre, dans les journées décisives, lorsqu'il fut question de la grande révolution socialiste, Zinoviev et Kamenev sont intervenus dans la presse contre l'insurrection prévue par le Parti, ils ont révélé aux ennemis les plans du Comité Central du Parti Bolchevik. C'était une trahison de la cause de la révolution.

Vladimir-Ilitch Lénine a dénoncé Zinoviev et Kamenev et a exigé leur exclusion du Parti. La marche ultérieure de la Révolution a confirmé entièrement la justesse de l'orientation léniniste vers l'insurrection armée. Lorsque Zinoviev et Kamenev déclarèrent plus tard qu'ils avaient tort et reconnurent leur faute, Lénine fit preuve de générosité envers ces derniers et il a soulevé lui-même la question de leur réintégration dans la direction du Parti.

Vladimir-Ilitch Lénine suivait une ligne visant au développement de la démocratie au sein du Parti. Il s'appuyait sur les larges masses des communistes et des sans parti.

Pendant les années qui ont suivi la mort de Lénine, les normes léninistes de la vie du Parti furent grossièrement déformées dans une ambiance de culte de la personnalité de Staline. Staline a restreint la démocratie soviétique, et introduit au sein du Parti une norme de vie politique intérieure qui bafouait brutalement les principes léninistes de direction, admettait l'arbitraire et les abus de pouvoir.



(Keystone)

ZINOVIEV

« Les erreurs de Staline ont été très graves car elles se sont étendues à de nombreux secteurs et je ne crois pas qu'il sera très facile de les surmonter, ni qu'on pourra le faire très rapidement. On peut dire en substance qu'une grande partie des cadres dirigeants de la société soviétique (Parti, Etat, économie, culture, etc.) se sont pervertis dans le culte de Staline, abandonnant ou réduisant leur capacité de critique et de création dans les domaines de la pensée comme de l'action. C'est pourquoi il était absolument nécessaire que la dénonciation des erreurs de Staline soit faite de telle manière qu'elle choque les esprits et réanime les organismes sur lesquels s'appuie le système complexe de la société soviétique. C'est ainsi que cette société pourra enregistrer un nouveau progrès démocratique. »

P. TOGLIATTI (1956)

« Je crois que de temps en temps, le maître doit traverser les rangs du Parti avec un balai dans la main. »

(J. Staline, XIII^e Congrès du P.C.U.S., mai 1924)

et la déstalinisation

II. - L'affaire Kirov

Extrait de « Histoire du Parti Communiste bolchevik de l'U.R.S.S. » (Ed. 1949 - P. 360-361)

Le 1er décembre 1934, à Leningrad, à Smolny, S. Kirov était lâchement assassiné d'un coup de revolver.

Arrêté sur le lieu du crime, l'assassin s'avéra adhérent d'un groupe contre-révolutionnaire clandestin, composé de membres du groupe antisoviétique Zinoviev, à Leningrad.

L'assassinat de S. Kirov — tant aimé du Parti et de la classe ouvrière — provoqua chez les travailleurs de notre pays une colère extrême et une profonde douleur.

L'instruction établit qu'en 1933-1934 s'était constitué à Leningrad un groupe de terroristes contre-révolutionnaire clandestin, formé des anciens membres de l'opposition zinoviéviste avec en tête ce qu'on appelait le « centre de Leningrad ». Ce groupe se donnait pour but d'assassiner les dirigeants du Parti communiste. S. Kirov avait été désigné pour première victime. Les dépositions faites par les membres de ce groupe contre-révolutionnaire montrèrent qu'ils étaient liés avec les représentants d'Etats capitalistes étrangers qui les subvenaient.

Les membres démasqués de cette organisation furent condamnés par le Collège militaire du Tribunal suprême de l'U.R.S.S. à la peine capitale, à être fusillés.

On établit bientôt l'existence d'un autre centre contre-révolutionnaire clandestin, le « Centre de Moscou ». L'instruction et le procès mirent en lumière le rôle abject de Zinoviev, de Kamenev, d'Evdokimov et des autres dirigeants de cette organisation qui cultivaient chez leurs partisans l'esprit terroriste, qui préparaient l'assassinat des membres du Comité Central et du gouvernement soviétique.

Dans leur duplicité et leur lâcheté, ces hommes en étaient arrivés au point que Zinoviev, lui qui avait été un des organisateurs et des inspireurs de l'assassinat de S. Kirov, lui qui avait pressé le meurtrier de consommer le crime au plus vite, écrivit une nécrologie élogieuse de Kirov et en exigea la publication.

Même au moment où ils feignirent de se repentir devant le Tribunal, les zinoviévistes continuaient, en fait, à jouer double. Ils ont dissimulé leur liaison avec Trotski. Dissimulé qu'ils s'étaient vendus avec les trotskistes aux services d'espionnage fascistes ; dissimulé leur travail d'espions et de saboteurs. Les zinoviévistes ont dissimulé au Tribunal leur liaison avec les boukhariniens, l'existence d'une bande de mercenaires du fascisme, groupant à la fois trotskistes et boukhariniens.

L'assassinat du camarade Kirov, comme on le sut plus tard, avait été perpétré par cette bande de trotskistes et de boukhariniens réunis.

Dès 1935, il apparut clairement que

le groupe zinoviéviste était une organisation contre-révolutionnaire camouflée, qui méritait parfaitement que l'on traitât ses membres en gardes blancs.

Un an plus tard, on établit que les authentiques et véritables organisateurs directs de l'assassinat de Kirov et les organisateurs des préparatifs d'assassinats contre d'autres membres du Comité central étaient Trotski, Zinoviev, Kamenev et leurs complices. On déféra devant le tribunal Zinoviev, Kamenev, Bakaev, Evdokimov, Pikel, I. Smirnov, Mratchkovski, Ter-Vaganian, Reingold et autres. Pris en flagrant délit, les crimi-



KAMENEV (Keystone)

nels durent avouer publiquement devant le tribunal qu'ils avaient non seulement organisé l'assassinat de Kirov, mais qu'ils préparaient également celui de tous les autres dirigeants du Parti et du gouvernement. L'instruction établit ensuite que les scélérats s'étaient engagés dans la voie des actes de diversion, dans l'espionnage. La déchéance morale et politique la plus monstrueuse, la lâcheté et la trahison la plus vile, masquées sous des protestations hypocrites de fidélité au Parti, voilà ce que le procès de Moscou en 1936 révéla chez ces hommes.

L'inspirateur et organisateur principal de toute cette bande d'assassins et d'espions était le judas Trotski. Il avait pour auxiliaires et pour exécuteurs de ses directives contre-révolutionnaires Zinoviev, Kamenev et leurs suppôts trotskistes. Ces gens préparaient la défaite de l'U.R.S.S. au cas où les impérialistes l'attaqueraient ; ils étaient devenus des défaitistes à l'égard de l'Etat ouvrier et paysan ; ils étaient devenus les serviteurs et les agents méprisables des fascistes germano-japonais.

Discours de Khrouchtchev, au XXII^e Congrès

Je tiens à rappeler au Congrès l'attitude adoptée par le groupe antiparti envers la proposition de soumettre à l'examen du XX^e Congrès du Parti la question des abus de pouvoir pendant la période du culte de la personnalité.

Molotov, Kaganovitch, Malenkov, et consorts s'opposèrent catégoriquement à cette proposition. On a déclaré en réponse à leurs objections que s'ils ne voulaient pas que cette question soit soulevée, nous nous adresserions aux délégués du Congrès.

Ce n'est qu'après cela qu'ils donnèrent leur consentement et la question du culte de la personnalité a été discutée au XX^e Congrès du Parti. Mais après le Congrès également, les fractionnistes n'ont pas cessé leur lutte ; ils ont freiné par tous les moyens l'éclaircissement d'affaires révélant les abus de pouvoir, appréhendant qu'on mette alors à nu leur rôle en tant que complices des représailles massives.

Les représailles massives ont commencé après l'assassinat de Kirov. Il faut faire encore beaucoup d'efforts pour que l'on puisse connaître qui est vraiment coupable de sa mort. Plus nous étudions les documents relatifs à la mort de Kirov, plus de questions surgissent encore. Le fait que l'assassin de Kirov avait été à deux reprises appréhendé par les tchékistes auprès de Smolny et que l'on avait trouvé des armes sur lui, retient l'attention. Mais sur les ordres de quelqu'un, il avait été remis les deux fois en liberté. Et voici que cet homme s'est trouvé à Smolny avec son arme dans le couloir par lequel passait habituellement Kirov. Et on ne sait pour quelle raison il arriva qu'au moment de l'assassinat le chef des gardes du corps de Kirov était loin derrière celui-ci, bien que selon le règlement il n'avait pas le droit de se trouver à une telle distance de la personne dont il était chargé d'assurer la protection.

Voici un autre fait fort étrange. Lorsque le chef des gardes du corps de Kirov fut conduit pour subir un interrogatoire, il devait être interrogé par Staline, Molotov et Vorochilov, en cours de route, comme l'a déclaré ensuite le chauffeur de la voiture, un accident a été provoqué sciemment par ceux qui devaient livrer le chef des gardes du corps de Kirov à l'interrogatoire. Ils ont déclaré que le chef des gardes du corps avait péri au cours de l'accident.

Ainsi a été tué l'homme qui assurait la protection de Kirov. On a ensuite fusillé ceux qui l'ont tué. Ce n'est pas le fait du hasard, mais un crime prémédité. Qui a pu faire cela ? Actuellement on procède à une enquête minutieuse sur les circonstances de cette ténébreuse affaire.

On a appris que le chauffeur qui avait conduit la voiture dans la



KIROV (Keystone)

quelle se trouvait le chef des gardes du corps de Kirov que l'on menait à l'interrogatoire était en vie. Il a raconté que lorsqu'ils se rendirent à l'interrogatoire, à côté de lui avait pris place dans la cabine un collaborateur de la N.K.V.D. Deux autres collaborateurs de la N.K.V.D. se trouvaient sur la plateforme avec le chef des gardes du corps de Kirov.

Le chauffeur a raconté ensuite qu'après qu'il roulait dans une rue, l'homme assis à côté de lui, lui a arraché soudain le volant en dirigeant la voiture sur une maison. Le chauffeur a su lui arracher le volant et rétablir la direction, si bien que le camion n'a fait que frôler le mur de la maison. On lui a déclaré ensuite qu'au cours de cet accident le chef des gardes du corps de Kirov avait péri.

Pourquoi a-t-il péri alors qu'aucune des personnes qui l'accompagnaient n'avaient été blessées ? Pourquoi ces deux collaborateurs de la N.K.V.D., qui accompagnaient le chef des gardes du corps de Kirov, ont-ils été plus tard eux-mêmes fusillés ? Quelqu'un avait donc intérêt à les faire disparaître pour détruire tous les soupçons ?

Il y a encore beaucoup de circonstances non expliquées dans cet affaire et dans d'autres affaires semblables.

Camarades ! Notre devoir est d'étudier soigneusement et sous tous les aspects les affaires liées aux abus de pouvoir.

Nous devons faire tout pour établir aujourd'hui la vérité car plus le temps s'écoulera après ces événements et plus il sera difficile de rétablir la vérité. Maintenant, comme on dit, on ne peut ressusciter les morts. Mais il faut que dans l'histoire du Parti on en parle avec véracité, il faut le faire pour que de semblables événements ne puissent jamais se produire à l'avenir.

III. - Les procès et les purges

Extrait de « Histoire du Parti Communiste bolchevik de l'U.R.S.S. » (Ed. 1949 - P. 384-385)

L'ANNEE 1937 apporta de nouvelles révélations sur les monstres de la bande boukharinienne et trotskiste. Le procès de Piatakou, Radek et autres, celui de Toukhatchevski, Yakir, etc... enfin celui de Boukharine, Rykov, Krestinski, Rosengolz et autres, tous ces procès montrèrent que les boukhariniens et les trotskistes formaient depuis longtemps déjà une seule bande d'ennemis du peuple, sous les espèces du « bloc des droitiers et des trotskistes ».

Les procès établirent que ces rebuts du genre humain avaient, dès les premiers jours de la Révolution socialiste d'Octobre, tramé avec les ennemis du peuple, Trotski, Zinoviev et Kamenev un complot contre Lénine, contre le Parti, contre l'Etat soviétique. Tentatives provocatrices pour faire échouer la paix de Brest-Litovsk, au début de 1918 ; complot contre Lénine et collusion avec les socialistes-révolutionnaires « de gauche » en vue d'arrêter et d'assassiner Lénine, Sta-

line, Zverdlov, au printemps de 1918, coup de feu scélérat tiré sur Lénine qui est blessé, en été 1918 ; émeute des socialistes-révolutionnaires « de gau-

che » en été 1918 ; aggravation voulue des divergences au sein du Parti, en 1921, dans le but d'ébranler et de renverser du dedans la direction de Lénine

Extrait de l'acte d'accusation dans le procès de Boukharine, Rykov, Rakovski, Krestinski. (2-13 mars 1938)...)

L'instruction a établi que le « bloc des droitiers et des trotskistes » unissait dans ses rangs les groupes antisoviétiques clandestins de trotskistes, droitiers, zinoviévistes, menchéviks, socialistes-révolutionnaires, nationalistes bourgeois d'Ukraine, de Biélorussie, de Géorgie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan, des Républiques d'Asie Centrale — ce qui est confirmé non seulement par les matériaux de la présente instruction mais aussi par ceux des procès judiciaires qui se sont déroulés en divers points de l'U.R.S.S. et, notamment, du procès judiciaire du groupe des conspirateurs militaires TOUKHATCHEVSKI et autres, condamnés en audience spéciale par la

Cour Suprême de l'U.R.S.S., le 11 juillet 1937...

(Compte rendu sténographique, p. 6.)

... et du réquisitoire de Vy-chinski.

Les trotskistes et les boukhariniens, c'est-à-dire le « bloc des droitiers et des trotskistes », dont les dirigeants se trouvent maintenant au banc des accusés ne constituent pas un parti politique ni un courant politique ; c'est une bande de criminels et non pas de simples criminels, mais de criminels vendus aux services d'espionnage ennemis que les autres criminels de droit commun eux-mêmes traitent comme les plus déchus, les plus méprisables, les plus vils, les plus corrompus parmi les corrompus (P. 664).



TOUKHATCHEVSKI (Keystone)

line, tentatives faites pour renverser la direction du Parti pendant la maladie de Lénine et après sa mort ;

LE XXII^e CONGRÈS DE LA DESTALINISATION

(Suite de la page centrale)

trahison des secrets d'Etat et livraison de renseignements aux services d'espionnage étrangers; lâche assassinat de Kirov, sabotage, actes de diversion, explosions, lâche assassinat de Menjinski, de Kouibychev, de Gorki: tous ces forfaits et ceux qui s'y rattacherent avaient été perpétrés durant vingt années comme on le sut plus tard, avec le concours ou sous la direction de Trotski, de Zinoviev, de Kamenev, de Boukharine, de Rykov et de leurs suppôts, sur les ordres des services d'espionnage bourgeois de l'étranger.

Les procès révélèrent que les monstres trotskistes et boukhariniens sur l'ordre de leurs patrons des services d'espionnage bourgeois s'étaient assignés pour but de détruire le Parti et l'Etat soviétique, de miner la défense

du pays, de faciliter l'intervention militaire de l'étranger, de préparer la défaite de l'Armée rouge, de démembrer l'U.R.S.S., de livrer aux Japonais la province maritime soviétique d'Extrême-Orient, de livrer aux Polonais la Biélorussie soviétique, de livrer aux Allemands l'Ukraine soviétique, d'anéantir les conquêtes des ouvriers et des kolkhoziens, de restaurer l'esclavage capitaliste en U.R.S.S.

Sans doute, ces pygmées de gardes blancs, dont on ne saurait comparer la force qu'à celle d'un misérable moucheron, se considéraient-ils — quelle dérision! — comme les maîtres du pays et s'imaginaient-ils pouvoir réellement distribuer et vendre en des mains étrangères l'Ukraine, la Biélorussie, la Province maritime!

Cette vermine de gardes blancs avait oublié que le maître du pays des Soviets est le peuple soviétique, tandis que messieurs Rykov, Boukharine, Zinoviev, Kamenev n'étaient rien que des serveurs temporaires de l'Etat qui pouvait à tout instant les rejeter de ses administrations comme un fatras inutile!

Ces piteux laquais des fascistes avaient oublié qu'il suffisait au peuple soviétique de remuer le doigt pour qu'il ne restât d'eux aucune trace!

Le tribunal soviétique condamna les monstres boukhariniens et trotskistes à être fusillés.

Le Commissariat du peuple de l'Intérieur exécuta le verdict.

Le peuple soviétique approuva l'écrasement de la bande boukharinienne et trotskiste et passa aux affaires courantes.

Et les affaires courantes consistaient à préparer les élections du Soviet suprême de l'U.R.S.S., et à y procéder sous des formes dûment organisées.

Discours de Khrouchtchev, au XXII^e Congrès

ON a exterminé beaucoup de commandants et de propagandistes politiques remarquables de l'Armée rouge. Parmi les délégués au Congrès se trouvent des camarades — je ne citerai pas leurs noms pour ne pas leur causer de peine — qui ont passé beaucoup d'années dans les prisons. On les « persuadait » par des procédés particuliers qu'ils étaient des espions allemands, ou anglais, ou autres encore. Et certains d'eux « avouaient ». Même dans les cas où on leur annonçait que l'accusation d'espionnage ne tenait plus, ils insistaient eux-mêmes sur leurs anciennes dépositions, considérant que mieux valait s'en tenir à leurs fausses déclarations pour en finir au plus vite avec

responsabilité de ses abus de pouvoir, il décida de se suicider.

Camarades, le bureau du Congrès a reçu des lettres de vieux bolcheviks; ils écrivent que pendant la période du culte de la personnalité d'éminentes personnalités du Parti et de l'Etat, des léninistes fidèles comme les camarades Tchoubar, Kossior, Roudzoutak, Postychev, Eikhe, Voznessinski, Kouznetsov et d'autres ont péri tout en étant innocents.

Les camarades proposent d'immortaliser le souvenir des éminentes personnalités du Parti et de l'Etat qui sont tombées victimes des répressions iniques pendant la période du culte de la personnalité.

Lettre du P.S.U. au Gouvernement de Corée du Sud

A la suite des informations qui nous ont appris les peines frappant les dirigeants du Parti Socialiste Populaire de Corée du Sud, Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., a adressé la lettre suivante au gouvernement sud-coréen par l'intermédiaire de son ambassade à Paris. Il a également donné communication de cette protestation au gouvernement des Etats-Unis.

Paris, le 17 novembre 1961,

Monsieur l'Ambassadeur,

Nous avons appris avec stupeur que le Chef du Bureau Politique du Parti Socialiste Populaire de la Corée du Sud, M. Sae Baec Chun, avait été condamné à mort et cinq membres du Bureau Directeur à des peines de cinq à quinze ans de prison.

Nous vous demandons de faire savoir au général Pack Khung Hee que nous voulons espérer qu'une mesure de grâce interviendra prochainement.

Nous sommes sûrs d'être les interprètes de tous les démocrates français en vous priant de recevoir ce message.

Croyez, Monsieur l'Ambassadeur, à l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Edouard DEPREUX,
Secrétaire National du P.S.U.

Quelques détails sur les épurations du P.C.U.S.

(D'après des chiffres officiels)

- 1930: 130.500 membres expulsés.
- 1933-1935: 380.000 expulsions.
- 1935-1938: 800.000 expulsions, (35 % des effectifs).
- 1934-1939: 55 membres du Comité central exécutés ou disparus.

L'expulsion signifiait souvent la prison ou la mort.

DANS L'ARMÉE, 1937-1938

- Exécutions ou disparitions de:
- 3 maréchaux;
 - 13 des 15 commandants d'armée;
 - 30 sur 58 des commandants de corps d'armée;
 - 110 sur 195 des commandants de division.

FROL KOZLOV AU XXII^e CONGRES:

« Il ne doit plus y avoir d'épuration dans le Parti. »



(Keystone)

KRESTINSKY

les tortures, pour trouver plus rapidement la mort.

Voilà ce que signifie le culte de la personnalité! Voilà ce que signifiaient les agissements de Molotov et des autres qui voulaient rétablir les principes erronés de la période du culte de la personnalité! C'est la voie vers laquelle le groupe antiparti entraîna notre Parti; c'est précisément pour cette raison que la lutte contre eux fut si aigüe et si pénible. Chacun comprenait ce que cela signifiait.

Je connaissais bien le camarade Yakir. Je connaissais également Toukhatchevski, mais moins bien que Yakir. Au cours d'une conférence à Alma Ata, cette année, son fils, qui travaillait au Kazakhstan, est venu me voir. Il m'a demandé des nouvelles de son père. Mais que pouvais-je lui dire? Lorsque nous nous occupions, au présidium du Comité Central, de l'examen de ces affaires, on nous rapporta que ni Toukhatchevski, ni Yakir, ni Ouborevitch n'avaient perpétré aucun crime contre le Parti et l'Etat;

Souvenons-nous de Sergo Ordjonikidze. J'ai eu l'occasion d'assister à ses funérailles. Je prêtai foi à ce qu'on disait alors — il serait mort subitement — car nous savions qu'il avait le cœur malade. Beaucoup plus tard, après la guerre, j'ai appris par hasard qu'il s'était suicidé. Le frère de Sergo avait été arrêté et fusillé. Le camarade Ordjonikidze voyait qu'il ne pouvait plus travailler avec Staline bien qu'antérieurement il fût un de ses proches amis. Or Ordjonikidze occupait un poste élevé dans le Parti.

Lénine le connaissait et l'estimait. Mais les circonstances furent telles qu'Ordjonikidze ne pouvait plus travailler normalement et, ne voulant plus avoir affaire à Staline et partager la

DERNIÈRE DÉLIBÉRATION DU COMITÉ CENTRAL DU P. C. ITALIEN

(Novembre 1961)

G. AMENDOLA

« Le XXII^e Congrès a signifié la fin d'une unanimité factice et formelle qui n'avait rien à faire avec une unité idéologique et politique réelle (entre les partis communistes, N.D.L.R.). Dans notre parti aussi le débat doit se développer avec, parfois, si nécessaire, la formation de minorités et de majorités sur des problèmes divers. »

FABIANI

« La dégénérescence de la légalité socialiste a commencé en Union Soviétique quand a été créé le mythe de l'unanimité et du monolithisme. »

TROMBADORI

« Ce sur quoi il convient de méditer le plus est le problème de l'institutionnalisation de la démocratie et de la liberté dans la société socialiste. »

A. NATOLI

« Le débat concerne des positions de fond, et par suite certaines de la politique du P.C.I. »

Vient de paraître :

LA NOUVELLE REVUE MARXISTE

N° 2

Novembre 1961

Editorial : d'Alger à Moscou par Pierre NAVILLE

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE RÉGIME

La C.G.T., la C.F.T.C. et les difficultés du syndicalisme par J.-M. VINCENT

L'audience politique des syndicats et des partis par Serge MALLET

Composition et fonction de la classe ouvrière par Pierre NAVILLE

A propos du livre « L'ouvrier d'aujourd'hui » par Pierre ROLLE

La gestion des entreprises socialisées par Oreste ROSENFELD
La planification démocratique par Henri LEFEBVRE
L'accumulation socialiste par Ernest MANDEL

Notes de lecture

PRIX DU NUMÉRO (120 pages) 4 NF
ABONNEMENT ANNUEL 15 NF
ABONNEMENT DE SOUTIEN 50 NF

Rédaction et Administration :

LA NOUVELLE REVUE MARXISTE

6, rue Thouin, Paris-V^e — C.C.P. 56-17-88 PARIS

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)

FIG. 65-21 - TRI. 28-48

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

IMPRIMERIES RENE-BOULANGER
60, rue René-Boulanger, Paris (10^e)
IMPRIMERIES DE LA CHAPELLE
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Pte de la Chapelle)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Les salaires :

Les "lenteurs" de M. Debré

Règlement du conflit des dockers de Marseille, ouverture des négociations sur les salaires à la S.N.C.F. et à l'Electricité-Gaz de France, propositions d'augmentation aux agents des banques nationalisées, signature de l'accord Berliet, — alignés les uns à la suite des autres, tous ces éléments pourraient laisser croire à une modification nette des positions gouvernementales longtemps affirmées sur le problème des salaires et des prix. Certains, des optimistes sans doute, imaginent un tournant : le blocage de fait des salaires, défendu par M. Debré, serait abandonné. Tandis que des améliorations pourraient être accordées aux salariés, la grande bataille engagée par M. Missoffe entraînerait une baisse réelle des prix. Ainsi s'ouvriraient, avec quelque retard la fameuse « année sociale » annoncée à grand frais il y a maintenant douze mois. Belle construction n'est-ce pas ? Mais aussi séduisante qu'elle puisse paraître aux amis du pouvoir, elle n'en a pas pour autant éliminé le doute, la méfiance. Méfiance, pourquoi ? En décortiquant les faits récents, les causes apparaissent vite.

L'accord Berliet

Il faut commencer par un élément positif incontestable, mais dans lequel le gouvernement n'a joué aucun rôle : la signature de l'accord Berliet, après un an de discussions souvent difficiles. Citons quelques-unes des clauses dont ce texte fait mention :

- SALAIRES : confirmation des deux augmentations accordées deuis le début de l'année (5 %) ; nouvelle revalorisation (2 %) pour le 1^{er} novembre. Pour 1962, garantie d'une augmentation minimum de 4 %. Réduction de 10 % des abattements d'âge. Annonce d'une étude particulière de la situation des travailleurs à bas salaires.
- Création d'un « fonds de régularisation des ressources » destiné à compenser les pertes de revenus dans le cas d'une baisse de l'activité de l'usine.

- Mise en place d'une « commission de l'évolution du pouvoir d'achat ». Cette commission, formée paritaire-ment, devra mettre au point une méthode juste pour apprécier les variations des salaires et des prix.

- Etude des possibilités de création de bourses pour les « congés-éducation ».

- Réduction progressive du temps de travail : le retour à la semaine de 40 heures est un objectif souhaitable qui ne pourra être atteint que par étapes », dit le texte.

- Alignement des congés du personnel ouvrier sur ceux du personnel mensuel.

- Reconnaissance de fait du syndicat dans l'entreprise.

Certaines de ces clauses — augmentations garanties pour l'avenir, fonds de régularisation des ressources — étaient déjà contenues dans des accords précédemment signés ailleurs (accord Renault, notamment). Les autres sont nouvelles et quelques-unes présentent un intérêt réel. Par exemple, la création d'une « commission de l'évolution du pouvoir d'achat » : bien utilisée, cette commission peut devenir un bon instrument pour l'application d'une véritable échelle mobile des salaires (à noter que la C.G.T., qui craint de se laisser entraîner dans des discussions byzantines, s'oppose à cette commission).

Mais les éléments les plus importants sont, sans contredit, l'annonce d'un retour à la semaine de 40 heures et surtout la reconnaissance de la section syndicale d'usine. Sur ces deux points le texte reste vague ; il ne donne aucun délai pour la réalisation du premier objectif ; il n'indique aucune garantie précise pour les responsables syndicaux. Pourtant tel quel, il ouvre la voie à une nouvelle période : « un cadre général intéressant et positif », affirme la C.F.T.C. Nul doute que les avantages obtenus par les ouvriers de Berliet n'influencent les luttes à venir du secteur privé, de la même manière que le « contrat Renault » de 1955 avait influencé la situation sociale pendant les deux ou trois années qui ont suivi.

Accord positif donc, le gouvernement n'y a eu aucune part. Périodiquement, il relance sa grande idée :

l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, la chimère du régime. Là, jusqu'à présent, les succès sont rares.

Le conflit des dockers

Il a fallu 45 jours de lutte acharnée pour que les dockers de Marseille obtiennent satisfaction. Sont accordées : une augmentation de 13 à 15 % du salaire de base ; la titularisation de 400 aspirants-dockers ; l'ouverture de la discussion pour une nouvelle convention collective fixant les conditions de travail.

Sur les trois points, les avantages obtenus sont remarquables. Il y a encore 15 jours, les patrons ne proposaient que 3,5 % d'augmentation. D'autre part, la présence de dockers non professionnels, dont les droits étaient restreints, permettaient aux patrons de disposer face à l'ensemble des dockers d'une masse de manœuvre. Enfin, il n'existait plus aux docks de Marseille de convention collective depuis une dizaine d'années.

Il est possible que l'accueil fait par les dockers au général de Gaulle lors de son « triomphal » voyage dans le Midi, ait amené le gouvernement à intervenir dans le conflit. Beaucoup plus influente était la baisse considérable de l'activité du port de Marseille depuis six semaines. Que le gouvernement soit ou non intervenu, cela n'implique nullement une modification de sa politique des salaires.

Le problèmedes services publics

Plus probante est l'attitude du gouvernement devant les revendications des grandes entreprises nationalisées. Ici, on peut décomposer cette attitude en plusieurs périodes :

- Première période : la surdité. La tension monte, aussi bien à la S.N.C.F. qu'à l'E.D.F. ou à la R.A.T.P. Le gouvernement l'ignore. Il se refuse à tenir compte du mécontentement dû à l'accroissement de l'écart entre les rémunérations des agents de l'Etat et celles accordées aux salariés du secteur privé. Les rares discussions qui s'amorcent échouent du fait de l'intransigeance gouvernementale. M. Baumgartner, grand maître du blo-

cage des salaires, est le seul dieu et M. Debré fait office de prophète.

- Deuxième période : les menaces. La journée d'action du 18 octobre, test pour les syndicats, réussit au-delà des espérances. Pour M. Buron, inconscient comme peuvent l'être les ministres de ce pouvoir si éloigné des réalités, seule la menace peut stopper le mouvement. On connaît la suite : l'énorme grève du 26 octobre à la S.N.C.F.

- Troisième période : les atermoiements. Le 26 octobre, M. Buron reçoit une douche froide. Avec M. Jeanneney ministre de l'Industrie dont dépend l'Electricité-Gaz de France, il admet maintenant la nécessité d'une revalorisation des traitements dans le secteur public.

Le débat se transporte à l'intérieur du gouvernement. La sacro-sainte stabilité monétaire va être mise en danger par les augmentations, affirment MM. Debré et Baumgartner. Il faudra l'annonce d'une grève des électriciens et gaziers fixée au 14 novembre, pour que le gouvernement accepte la reprise des discussions.

Une politique inchangée

Le 16 novembre enfin, les contacts sont repris. Mais les possibilités de manœuvre laissées aux directions de la S.N.C.F. et de l'E.G.F. sont étroites. Le plan d'augmentation prévu depuis un an et qui doit, fin 1962, amener une revalorisation de 6,5 % est maintenu. Seul élément nouveau, 2,25 % d'augmentation supplémentaires seront accordés au début 1962. Une aumône, pas sérieux, pensent les responsables syndicaux et à nouveau, la menace de grève apparaît. D'où de nouvelles réunions pour le mardi 21. A l'heure où nous écrivons nous ignorons leurs résultats.

Ainsi, l'exemple du secteur nationalisé est assez probant, le gouvernement n'a en rien modifié ses positions. Il n'accorde quelque chose que lorsque la pression est suffisamment forte pour le faire céder. Et même dans ce cas, il cède le moins possible, multiplie les avertissements, annonce que la monnaie est en danger, prévoit de nouveaux impôts, etc...

Lucien Rioux

Pour masquer la déficience de la construction H.L.M.

M. Sudreau institue la répartition électronique de la pénurie

Face aux caméras de la télévision, et laissant derrière lui ses responsabilités, M. Sudreau avait dénoncé un scandale. Celui de certains promoteurs privés ?

Non ! Celui des H.L.M. ! Pour le ministre, en effet, s'il y avait encore beaucoup de mal-logés, c'était essentiellement parce que la répartition des logements H.L.M. était mal faite : trop de combines, de passe-droits, de favoritisme politique. Et le ministre ajoutait qu'en outre les mal-logés habitant une commune ne possédant pas d'office municipal étaient défavorisés par rapport à ceux des municipalités en possédant un. Il fallait changer ça, remettre de l'ordre...

Désormais, les logements seraient attribués selon une méthode moderne, par une machine... électronique. Ainsi les droits de chacun seraient scrupuleusement respectés.

VOICI quelques semaines, un décret est paru. Applicable au seul département de la Seine, il précise que le Préfet « est seul habilité à recevoir les demandes présentées par les candidats à la location des logements H.L.M. ». Des commissions d'attribution se substitueront aux actuels conseils d'administration des offices. Présidée par un magistrat, chacune ne comportera plus que deux conseillers municipaux.

Une forte majorité du Conseil général de la Seine, l'Union des Maires du département, le président de l'Office départemental des H.L.M. ont pris position avec force contre cette nouvelle législation applicable à compter du 1^{er} janvier prochain. Qu'en disent les intéressés ?

« Il s'agit de condamner l'œuvre

des offices municipaux d'H.L.M. et de rendre impossible une saine gestion financière des offices... Les espoirs des mal-logés vont être confiés à la bureaucratie la plus classique, les conseils d'administration ne seront plus en mesure d'assumer leurs responsabilités. En résumé, on semble vouloir en la circonstance discréditer les élus locaux auprès de la population... C'est une menace qui pèse sur l'une des plus importantes réalisations sociales du département. Cela permettra au gouvernement de camoufler ses insuffisances, car c'est une opération qui a pour but de faire oublier la faiblesse des crédits alloués pour les constructions sociales. »

Car en définitive, c'est bien de cela qu'il s'agit. L'insuffisance des crédits entraîne la pénurie. En 1960, l'on a terminé 5.000 logements locatifs H.L.M. de moins qu'en 1959. Pour la Ville de Paris, le nombre des postulants dépasse les 100.000 : l'office ne dispose, avec les crédits qui lui sont alloués, que d'environ 3.000 logements annuels. Que des attributions aient donné lieu à certains abus, à un certain favoritisme, c'est certain. Mais quelques erreurs, en définitive peu nombreuses, ne justifient pas le discrédit que l'on porte sur une institution qui peut seule apporter une solution au problème du logement social. Il est absolument évident que tel office municipal de banlieue qui a un fichier de 8.200 inscrits et qui ne dispose en une année que de 200 logements crée 8.000 mécontents. Aucune machine électronique ne changera rien à ce fait.

Mais il est évident que la répartition départementale aurait pour le gouvernement d'heureux effets psychologiques. L'addition globale de tous les résultats donnerait en effet l'impression d'une activité supérieure à ce qu'elle est réellement et une bonne

propagande, bien orchestrée, permettrait de rendre cette illusion tangible. En outre, elle permettrait de faire disparaître — et c'est sans doute cela le plus important — la réalité de la crise du logement à l'échelon local qui touche beaucoup plus le citoyen, puisqu'elle est visible, immédiate. Cela s'inscrit donc dans la dépolitisation du problème du logement prônée par Sudreau, comme de la dépolitisation de la vie publique — c'est-à-dire en fait sa disparition — érigée en principe par M. Debré. Diminuer l'influence des élus locaux, dépersonnaliser leurs réalisations et leur gestion, c'est amener doucement une opinion peu avertie à conclure à leur inutilité. Compte tenu des vœux gouvernementales en matière d'organisation et de gestion du district parisien, ce décret s'explique facilement.

Quelles propositions pouvons-nous faire ?

- Le problème des H.L.M. est essentiellement financier : seule l'augmentation massive des crédits permettra de normaliser véritablement les attributions. C'est la pénurie extrême qui engendre le mécontentement et qui conduit à quelques abus ;

- L'institution des H.L.M. doit être développée. Toutes les communes devraient ou avoir un office municipal ou participer à un office intercommunal. Ainsi serait réparée la « défaveur » dont parlait le ministre. A noter que les communes qui ne possèdent pas d'office H.L.M. sont généralement des communes résidentielles et bourgeoises, ceci sans doute pour éviter non seulement les charges en résultant mais aussi les déplacements de voix aux élections qu'un apport de population produirait ;

- Seule, une plus grande démocratisation pourra accroître l'efficacité des offices et empêcher tout abus. La représentation des syndicats, des associations familiales, des organisations de mal-logés, des locataires doit être plus importante ;

- Les offices doivent disposer de droits particuliers en matière d'expropriation et d'achat de terrain pour que les spéculations foncières ne rendent pas souvent impossible toute construction (à Paris, le quote-part terrain d'un appartement H.L.M. se situe aux environs des 3/4 du prix de la construction proprement dite !) La municipalisation du sol défendue par le P.S.U. résoudrait le problème foncier.

- Le décret Sudreau, s'il est appliqué, risque d'avoir des conséquences dramatiques pouvant aller jusqu'à ralentissement, voire l'arrêt de la construction H.L.M. En effet, dans la mesure où une commune ne construit plus pour loger ses habitants, pourquoi irait-elle accorder sa garantie communale, prendre responsabilités et charges alors que ses besoins en logements ne seront pas satisfaits ? Pourquoi augmenter les impôts communaux — toute construction nouvelle entraînant des charges trop lourdes — au profit d'autres communes, alors que les besoins en logement ne seront pas satisfaits. Il s'agit en fait de faire supporter par les communes ouvrières les charges des communes bourgeoises (qui sont parmi celles où l'on paie le moins d'impôts communaux parce que les réalisations sont nulles). C'est donc encore augmenter l'inégalité fiscale. Et par la même occasion camoufler l'impérialisme des municipalités U.N.R., indépendantes et autres !

Louis Houdeville

LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Beaucoup d'amis ont répondu à notre appel.

Mais le total des sommes déjà rentrées et des engagements de versements mensuels pris pour l'année est encore nettement inférieur aux 6 millions d'anciens francs qui étaient absolument indispensables, avant même le surcroît de dépenses entraînées par la lutte contre les militaires fascistes et leurs complices.

Je, soussigné (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié (C.C.P. 4435-35 - Paris), la somme de NF.

Nous avons donc, plus qu'a jamais, besoin de vous tous. Envoyez votre obole à Maurice Klein (37, rue de Trévise, Paris (9^e) - C.C.P. 4435-35 Paris) et remplissez la formule d'engagement ci-dessous.

Le Secrétaire National,
Edouard DEPREUX.

Le Trésorier,
Maurice KLEIN.

Signature :

Le P.S.U.
en deuil

La fédération de la Nièvre a la tristesse d'informer les camarades du P.S.U. de la disparition d'Henri GAMARD. Notre camarade s'est éteint à 82 ans dans sa propriété de Guérisny après une longue et cruelle maladie. Ses obsèques civiles ont eu lieu le 14 novembre.

Henri Gamard, fortement marqué par l'affaire Dreyfus et les luttes républicaines du début de ce siècle, avait commencé de militer au parti de Jaurès en 1903. Il devait être conseiller général pendant 12 ans et député de la Nièvre pendant 8 ans.

Il adhère au P.S.A. dès sa fondation, puis au P.S.U. à la fusion. Il était membre de la Commission exécutive de la fédération de la Nièvre. Il occupait encore d'importantes fonctions à la direction nationale de la Ligue des Droits de l'Homme.

Le P.S.U. présente à sa famille et à son fils, notre camarade Henry Gamard, ses plus sincères condoléances.

Le père de notre camarade Yves Dechezelles vient de mourir, à l'âge de 83 ans.

C'était un militant convaincu, syndicaliste des premières heures, il adhéra au Parti socialiste allemand en 1898; depuis cette date, il n'avait cessé de militer. Ayant quitté la S.F.I.O. pour entrer au P.S.A., il adhéra au P.S.U. dès après la fusion.

Au nom du Bureau national et de Tribune Socialiste, nous exprimons à notre camarade, à sa mère et à son frère, nos sentiments de douloureuse sympathie.

Edouard Depreux
à Valenciennes

Réunion jeudi 30 novembre, à 20 heures, salle Chatham, Hôtel de Ville, avec Edouard Depreux, secrétaire national, qui parlera de l'avenir politique de la France et répondra aux questions qui lui seront posées.

RÉUNION
ANTIFASCISTE
A ALBI

Le vendredi 17 novembre a eu lieu à Albi la première action organisée par le Comité d'Action Républicaine et Antifasciste du Tarn, groupant les organisations suivantes : P.S.U., P.C.F., U.D.S.R., F.E.N., C.G.T., Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement de la Paix, etc.

Trois cents personnes ont participé à une réunion contre le fascisme et pour la défense des libertés démocratiques. Madeleine Reberieux, secrétaire générale du Comité Audin, a fait un exposé bouleversant sur la réalité des tortures sous la IV^e et la V^e République. Jean-Pierre Vernant, alias Berthier, ancien chef des maquis du Sud-Ouest a montré l'ampleur de la gangrène qui était en train de gagner notre pays, les causes profondes de ce mal. Enfin la nécessité de lutter non seulement contre l'O.A.S., mais aussi contre le gaullisme à l'ombre duquel se développe le fascisme.

ÉLECTIONS :

Hélène Bougouin
candidate
à Mont-Saint-Aignan

Une élection municipale complémentaire pour pourvoir au remplacement d'un candidat de droite décédé a eu lieu à Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime), dimanche 19 novembre.

Résultats du scrutin : Inscrits : 4.959. Votants : 1.798. Suffrages exprimés : 1.731.

Ont obtenu :

Mlle Caffin (droite), 1.190 voix ;
Hélène Bougouin (P.S.U.), 294 voix ;
Gérard Leroy (P.C.F.), 245 voix.

Gérard Leroy s'est désisté en faveur d'Hélène Bougouin. Le second tour aura lieu dimanche prochain 26 novembre.

Beaux résultats
P.S.U. à Thiais

Le 1^{er} tour d'une élection municipale complémentaire a eu lieu le 19 novembre à Thiais pour remplacer au Conseil le maire récemment décédé.

Sur 7.507 inscrits, il y a 4.171 suffrages exprimés.

M. Sanfourche, candidat commun de l'U.N.R., de la S.F.I.O., des Indépendants et du M.R.P., a obtenu 2.023 voix, soit 48 % (la liste de coalition droite-S.F.I.O. avait été élue au premier tour lors des élections générales avec 2.700 voix, soit 52 %). Zimmerman, l'ancien maire communiste en a eu 1.632, soit 38 % (2.423 en 1959, soit 47 %) et notre camarade Solange Joliet, institutrice retraitée, 516.

C'est la première fois que le P.S.U. participe à une bataille électorale à Thiais. Les résultats sont particulièrement réconfortants, puisque le pourcentage atteint 12,4 % et dépasse les prévisions les plus optimistes. La S.F.I.O. étant passée avec armes et bagages dans le camp réactionnaire, et participant à une coalition permanente d'union des droites sans exclusive, beaucoup d'électeurs socialistes sincères ont voté P.S.U. Les réunions publiques avec le concours de Depreux et de Suant ont permis d'exposer notre programme à des auditeurs attentifs.

Réunion du Cercle
Bernard Lazare

A l'occasion de l'anniversaire de la résolution de l'O.N.U. du 29 novembre 1947 qui approuvait la création de l'Etat d'Israël, le Cercle Bernard LAZARE organise, le

Mercredi 29 novembre

à 21 heures, à l'Hôtel Moderne, place de la République, une grande manifestation publique placée sous la présidence du Dr B. GINSBOURG.

Orateurs déjà annoncés : Professeur Jean BINOT, ancien député, Membre du Bureau national du P.S.U., Maître André BLUMEL et l'abbé Jean BOULIER.

Cette manifestation est placée sous le signe de la lutte pour la paix, la fraternité des peuples et contre tous les racismes.

Le Congrès Fédéral
de Haute-Savoie

La Fédération de Haute-Savoie du Parti Socialiste Unifié a tenu un Congrès extraordinaire, le lundi 6 novembre, à Bonneville.

Les participants se sont réjouis de la présence à ce Congrès de nouveaux militants venus de différents secteurs du département. Parmi les problèmes étudiés, deux ont retenu plus particulièrement l'attention des congressistes.

En premier lieu, la Fédération apporte son appui total à la politique de « Front Socialiste », c'est-à-dire le rassemblement de tous les hommes et de tous les groupements désireux de renouveler la Démocratie et d'assurer une transformation irréversible de la Société dans le sens d'un authentique socialisme ; dans cet esprit, la Fédération apporte son appui sans réserve aux propositions précises d'un gouvernement de transition exposées et défendues par notre camarade Pierre Mendès France.

En deuxième lieu, la Fédération de Haute-Savoie du P.S.U. lance, au sujet du problème de Berlin, un cri d'alarme devant la rentrée, sur la scène politique allemande, de nazis notoires qui s'installent aux postes-clés de la République de Bonn. La Fédération est certaine d'exprimer l'opinion de tous les Savoyards en exigeant une solution négociée du problème allemand par la reconnaissance des deux Républiques allemandes de l'Est et de l'Ouest, et en s'opposant par tous les moyens au réarmement, et surtout au réarmement nucléaire des deux Allemagnes. La Fédération condamne à ce sujet la politique du général de Gaulle qui, en soutenant les partisans allemands de la fermeté inconditionnelle dans les rapports Est-Ouest et en spéculant sur une crise à Berlin qui ferait passer au second plan l'affaire algérienne, entrave délibérément tout arrangement entre les deux blocs.

TARN-ET-GARONNE

Voici les noms et adresses des secrétaires des sections de :
MONTAUBAN : D'ODORICO, 31, rue Monge, Montauban.
PUYCORNET : HETZEL, instituteur, Puycornet, par Molières.
CASTELSARRASIN : BOURGAREL, 23, rue des Ecoles, Castelsarrasin.
ESCATALENS : J. M. MIEULET, Escatals.
LABASTIDE-ST-PIERRE : Mme COULOM, institutrice, Labastide-St-Pierre.
SAINT-ANTONIN : Mme CUQ, allée des Tilleuls, Saint-Antonin.
LAGUEPIE : Docteur P. Vern, Laguepie.

A la mémoire
de Michel Servet

La Fédération de la Seine de la Libre Pensée a honoré, dimanche 19 novembre le souvenir de Michel Servet, martyr du fanatisme et de la cruauté de Calvin. Devant la statue élevée face à la mairie du XIV^e arrondissement, Pierre Lamarque, chargé par Edouard Depreux de le représenter et de parler au nom du P.S.U., fit le procès du fanatisme et de l'autorité sans contrôle. Il conclut : « Il y a quatre cents ans, Michel Servet mourut dans d'atroces souffrances pour avoir dit « Non » à l'esprit de domination et d'intolérance. Aujourd'hui encore, face aux hypocrites qui s'élèvent contre les sauveurs suprêmes et vont les chercher sans pudeur, le P.S.U. dit toujours et de plus en plus fort « Non ».

UNE NOUVELLE SECTION
EN SEINE-ET-MARNE

Une section vient d'être constituée à Pontault-Combault, avec le bureau suivant : Egoumenides (secrétaire), Jeunet (trésorier), Gaimsburg, Penelle, Peroudi et Mlle Martinelli.

La brochure
du groupe de travail

"Habitat"
du P.S.U.

Ce document vient d'être réédité (16 pages imprimées format 21 x 27)

0,50 NF l'exemplaire
0,40 NF à partir de 20
C.C.P. Tribune Socialiste
5826-65 Paris
54, bd Garibaldi, Paris-15^e
(Paielement à la commande)

"C.E.S." PROGRAMME

INITIATION ECONOMIQUE

par M. RUNGIS
17, rue de Chaligny
Paris-XII^e (M^o Reuilly-Diderot)
20 h. 30

- Lundi 27 novembre : L'Economie française devant ses choix.
- Mardi 12 décembre : Qu'est-ce que le Socialisme dans l'Economie.

COURS SUPÉRIEUR

A 20 h. 45, Salle des Conférences
44, rue de Rennes, Paris VI^e
(M^o St-Germain-des-Prés)

LES THEORIES DE L'ETAT

- Mardi 28 novembre : La théorie léniniste de l'Etat (H. Lefebvre).
- Mercredi 6 décembre : Théories et pratiques soviétiques de l'Etat (V. Faye).

EVOLUTION DES
STRUCTURES DE L'ETAT

- Mercredi 29 novembre : Apogée et déclin du système parlementaire (M. Duverger).
- Mardi 5 décembre : Evolution du pouvoir réel dans la société contemporaine (M. Bridier).

S.O.S. P.S.U.

- ♦ Jeune camarade étudiant, expulsé dans quelques jours, cherche chambre individuelle à louer, Paris ou banlieue proche. (Au plus, 150 NF par mois).
- Répondre à T.S. d'URGENCE, qui transmettra.

POUR L'ACQUITTEMENT

de Simon BLUMENTAL,
Michel DALIEZ,
Pierre HESPEL,
Louis ORHANT
traduits devant le Tribunal Militaire de Paris pour leur action contre la guerre d'Algérie

UN MEETING EST ORGANISÉ
VENDREDI 24 NOVEMBRE

à 21 h., salle Froidevaux, 63, rue Froidevaux (M^o Gaité et Denfert-Rochereau) sous la présidence de Pierre VIDAL-NAQUET, professeur de Faculté, avec la participation de Claude BOURDET, Gérard SPITZER et de militants ouvriers et syndicalistes, compagnons de lutte des accusés.

Cinéma :

Le testament du docteur Cordelier

Il s'agit un peu d'un piège : la propagande faite autour de ce film tend à en fausser le sens. Parlons donc d'abord du film en lui-même : il est très mauvais, fait à la diable, sauvé parfois par l'interprétation clownesque de Barrault, mais écrasé par le seul souvenir d'autres prestigieuses adaptations du Docteur Jekyll et M. Hyde, dont celle que fit Mamoulian à Hollywood (avec Fredric March) et la toute récente, réalisée en Angleterre par Terence Fisher. L'esprit en est assez réactionnaire, comme dans le piège Déjeuner sur l'herbe, du même Renoir vieillissant : nostalgie du bon vieux temps et méfiance de la science considérée comme perversion et anti-nature.

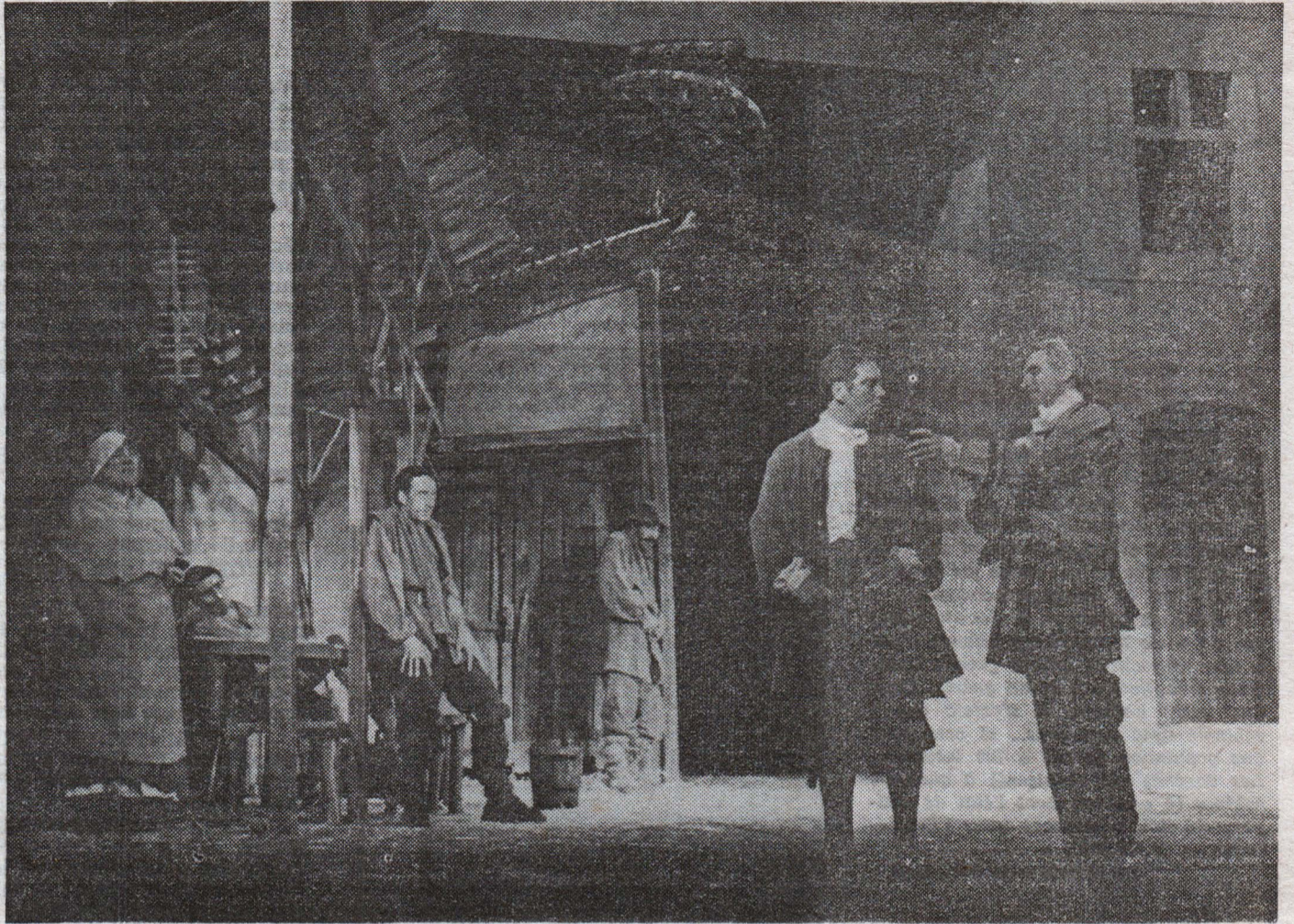
Mais il s'agit, nous dit-on, de bien plus que ça : il s'agit d'une expérience pour apporter au cinéma les méthodes de la télévision, ce qui est révolutionnaire, etc. Alors, permettez ! Sur le plan esthétique, la grande différence de la TV par rapport au cinéma, c'est le direct, l'impression qu'a le spectateur de participer à un événement contemporain. Faire un film puis le projeter — que ce soit sur grand ou sur petit écran — c'est s'en tenir aux règles esthétiques du cinéma. L'emploi de plusieurs caméras n'y change rien : cette recette a déjà été employée à Hollywood par Stevens, notamment, sans qu'on parle pour cela de télévision. Reste la question du prix de revient : le film de Renoir, explique-t-on, aurait coûté moins cher qu'une production ordinaire. D'abord, disons que ça se voit : certains détails qui font très « fauché » (murs manifestement en toile, etc.) peuvent, à la rigueur, passer sur le petit écran, deviennent insupportables dans une salle normale. Ensuite, cela prouve aussi qu'un technicien de cinéma est mieux payé qu'un technicien de télévision. D'où les hurlements des syndicats contre l'entreprise de Renoir et le souverain mépris que ce dernier professe pour eux. Le Renoir qui, en 1936, réalisait La Marseillaise et La vie est à nous est bien loin : aujourd'hui, nous avons un vieux monsieur jovial qui explique que la loi Le Chapelier, cette loi de la révolution française qui interdisait les « coalitions », c'était très bien, pour la liberté individuelle et que les droits de l'individu ont été brimés lorsqu'on a aboli cette loi (L'abolition de cette loi fut une des grandes victoires du syndicalisme naissant) !...

Non, décidément, Renoir, René Clair, les gloires consacrées du cinéma français, vieillissent bien mal.

Marcel Ranchal

George Dandin

avec la Compagnie Roger Planchon



Molière dit bien ce que Planchon lui fait dire.

(Pic.)

ENTRE autres privilèges, l'aristocratie bénéficiait autrefois d'un « droit de cuissage » qui lui permettait d'épancher, selon son bon plaisir, ses caprices amoureux. Les partisans du libertinage d'hier oublient, aujourd'hui, à partir de quelques données les subtils jeux de stratégies en chambre étaient calculées. A certains égards, « Georges Dandin » de Molière, cent ans avant Laclos, nous éclaire un peu. L'image traditionnelle que nous offre de Dandin le théâtre met en présence un mari cocu bourgeois et sa femme, une aristocrate. Lui cocu parce que bourgeois. Elle se donnant à un aristocrate parce qu'aristocrate, spectacle éminemment risible et comique, dont le public... aristocrate d'abord, puis bourgeois ensuite, se gaussa longtemps. De ceci, Planchon a retenu autre chose, autre chose qui est une tragédie certes, mais plus du tout « Dandin ».

Une pièce de cour

Je m'appuierai derrière l'autorité du livre de Paul Bénichou, « *Morales du Grand Siècle* ». Bénichou y rectifie une idée reçue, selon laquelle Molière fut l'apologiste du bon sens bourgeois. En réalité, il le fut tant que ce prétendu bon sens prêchait la modestie, la fidélité à un rang médiocre. C'est le bon sens bourgeois si l'on veut, mais dans la mesure où il acquiesce à l'infériorité du bourgeois. L'infériorité sociale des bourgeois est exprimée par Molière. Loin de s'en révolter, Molière en rit. Cela est drôle. Il est amusant de voir Dandin ridicule si l'on n'est pas soi-même un Dandin. Il est un parvenu capable d'emplir sa bourse ? Qu'il est réjouissant de le voir incapable de garder sa femme. Ridiculisant la bourgeoisie, la présentant telle que l'aristocratie la veut, couarde et inférieure même dans le domaine de l'amour, le « bon sens » molièresque apparaît plutôt comme un sens aigu de l'opportunité chez quelqu'un qui n'est pas un aristocrate. La démagogie des ressorts comiques de Georges Dandin en témoigne.

Planchon, délibérément, trahit ce Molière. Les situations tournées vers le comique, il les rectifie. Et la position de Dandin, paralysée par l'inégalité sociale, apparaît dans sa nudité. Elle n'a plus rien d'amusant. L'atroce injustice sociale se dessine. Ce n'est plus du Molière courtisan, mais un Molière pamphlétaire. Plus une farce. Mais une peinture réaliste, du Planchon.

Trahison ?

Une trahison ? Non. Molière dit bien ce que Planchon lui fait dire. Lui, Planchon, établit le rire ailleurs : dans les jeux de scène, à mon avis plaqués inutilement, presque pour préserver l'idée Molière-notre-plus-grand-auteur-comique. Planchon interprète Molière comme un chef d'orchestre interprète un compositeur et de cela, personne ne peut se plaindre. La seule question qu'on pourrait poser est : cette version « Dandin » vaut-elle les autres ? La réponse, en égard au dernier « Dandin » vu à la Comédie Française, avec Michel Galabru, est : oui !

Une fois encore, le Théâtre de la Cité, grâce à René Allio, manie les couleurs, les compositions scéniques, avec une intelligente précision. Le seul reproche qu'on puisse faire, une fois de plus, tient à la gratuité de certains parti-pris. Un certain manque de rigueur dont il faudra bien, un jour, se débarrasser !

Emile Copfermann

Au théâtre des Champs-Élysées.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Semaine du 22 au 29 novembre

LES ADOLESCENTES

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 22 au 29 novembre

PARFOIS LE DIMANCHE

(Ado KYROU)

LA MACHINE ET L'HOMME

(Jean MITRY)

LA JOCONDE

(Henri GRUEL)

LA CRSE DU LOGEMENT

(Jean DEWEVER)

TOUTE LA MÉMOIRE DU MONDE

(Alain RESNAIS)

LE SANG DES BÊTES

(Georges FRANJU)

Témoignage Chrétien

PLUS QUE JAMAIS EN FLECHE

avec l'équipe rédactionnelle

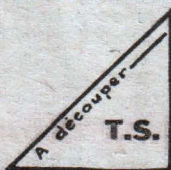
"T.C." la plus jeune de Paris

T.C. Lance une campagne d'abonnements sans précédent

A COUP SUR, vous recevrez un LIVRE-CADEAU que vous pourrez choisir vous-même.
DE PLUS, vous pourrez gagner un ou plusieurs PRIX parmi ceux qui seront offerts aux participants : DISQUES - POSTES A TRANSISTORS - CAMERAS, etc... et UN VOYAGE A ROME en AVION pour DEUX PERSONNES.

Ecrivez, sur simple carte postale, à « Témoignage Chrétien », 49, rue du Faubourg-Poissonnière - Paris (9^e). Joignez à cet envoi la vignette ci-contre, et indiquez lisiblement vos noms et adresse - vous recevrez gratuitement :

- Le numéro du 20^e Anniversaire de « T.C. »
- Le numéro de la semaine en cours.
- Le règlement de la campagne.



Le Noël des emprisonnés



Sur notre sol aussi, des camps de concentration...

(Agip)

A Vincennes...

« Beaucoup de détenus étaient blessés, généralement à la tête, leurs vêtements étaient tachés de sang. Un certain nombre souffraient de fractures du bras... Beaucoup de détenus qui avaient des plaies, notamment au crâne, semblaient ne pas avoir été soignés et n'avaient eu aucun pansement... »

« Dans un bâtiment, il n'existe même pas de poste d'eau et les détenus n'ont à leur disposition qu'une grande lessiveuse remplie d'eau et un quart... Dans une autre baraque, il n'existe que 8 robinets avec une auge... et cela pour une population de 600 à 700 internés... Les douches (se réduisent) à quelques cabines (6 environ) dont l'état de malpropreté était repoussant (pour 1.500 détenus — N.D.L.R.)... »

Le Monde - 14 nov. 1961



(Keystone)

... la chasse au faciès...

Aux portes de Paris :

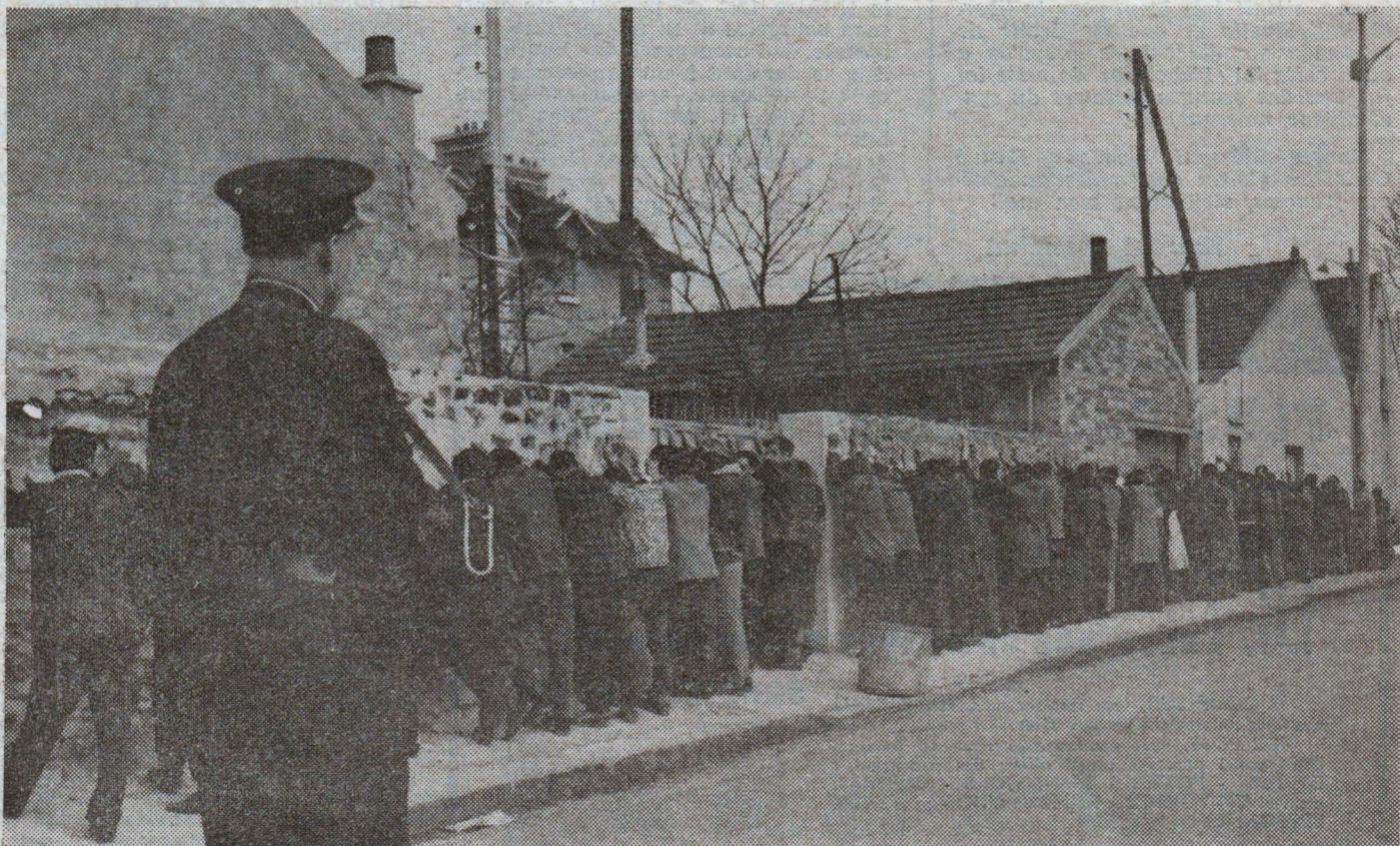
**DES CENTAINES
D'ALGÉRIENS
DANS UN CAMP**

*La mission parlementaire commente avec sévérité
les conditions d'internement au centre de Vincennes*

...et au Larzac

« Trois mille hommes s'y trouvent... Ils ne seront jamais jugés car ils ne sont pas inculpés... Déjà ils ont dû faire la grève de la faim pour faire respecter leurs droits élémentaires... Il n'existe aucun service médical de dépistage et il est pratiquement impossible d'être hospitalisé dans les plus brefs délais ; il est vrai que l'administration dispense généreusement des comprimés d'aspirine... Aux revendications des assignés l'administration répond par l'emploi de la force armée ; aussi plusieurs plaintes pour blessures ont-elles été déposées au parquet de Millau (Aveyron). La lecture n'est pas libre. Seuls les journaux qui reflètent les idées de milieu bien-pensants peuvent circuler. Il... n'est pas permis de constituer une bibliothèque... Plusieurs centaines d'internés ont été transférés en Algérie... Nombre d'entre eux résidaient en France depuis très longtemps et y avaient fait souche. Aujourd'hui ils sont à Saint Leu... Que leurs femmes et enfants se débrouillent... »

Tribune Socialiste - 14 mai 1960



... et au petit jour, le long des murs, des files de prisonniers

(Dalmas)

PRES DE 20.000 DETENUS POLITIQUES SONT INCARCERES DANS LES PRISONS ET CAMPS D'INTERNEMENT METROPOLITAINS.

QUI SONT-ILS ?

D'ABORD de nombreux ALGERIENS. Leur « crime » ? Pour la plupart d'entre eux, c'est d'avoir le teint basané et les cheveux légèrement frisés. C'est d'avoir manifesté le 17 octobre contre le racisme policier, contre les atteintes inadmissibles à la dignité humaine. C'est d'avoir refusé que pour eux Paris devienne un ghetto. C'est encore d'avoir lutté pour l'autodétermination, pour la reconnaissance de la majorité du peuple algérien. Ce sont eux qui, quoi qu'on tente, seront demain parmi les artisans de l'Algérie nouvelle...

PUIS des FRANÇAIS. Syndicalistes, intellectuels, ouvriers, ils ont décidé de rompre avec l'ordre établi, celui du racisme latent, de la torture et de la guerre coloniale. Par leur attitude, leurs écrits ou leurs actions, ils ont voulu d'abord témoigner que les Algériens étaient nos égaux en droit comme en fait, qu'ils devaient vivre libres sans tutelle d'aucune sorte. Ils ont tenu à affirmer l'identité de leur action pour la transformation des structures économiques et politiques françaises avec la liquidation des structures coloniales en Algérie. Eux aussi sont, dès aujourd'hui, parmi les artisans des rapports nouveaux qui s'établiront demain entre les peuples d'Algérie et de France.

ENVERS TOUS CES HOMMES, NOTRE RESPONSABILITE EST CERTAINE.

A des degrés divers, leur lutte est la nôtre. En aucun cas, ils ne doivent se sentir isolés de notre communauté. Leur manifester une solidarité agissante constitue, croyons-nous, un devoir.

NOEL 1961 doit pouvoir en être le symbole tangible.

Si grâce à la lutte de tous les partisans d'une véritable autodétermination, ce NOEL est le dernier que ces femmes et ces hommes passeront en prison ou en camp, il doit revêtir un caractère particulier, affirmer les liens réels qui existent entre ceux qui ont montré par leur grève de la faim de novembre 1961 qu'ils entendaient participer au combat pour la justice, la liberté et la dignité, et nous qui pouvons encore agir librement.

La COMMISSION NATIONALE DE SOLIDARITE DU P.S.U. prend donc l'initiative de lancer une souscription pour apporter à tous les détenus et aussi à leur famille, un gage de solidarité et de fraternité.

CETTE SOUSCRIPTION PERMETTRA D'ADRESSER POUR NOEL 1961 à tous nos amis emprisonnés de nombreux colis. Elle permettra aussi d'apporter à leurs femmes, à leurs enfants, un peu de réconfort et surtout la certitude qu'ils ne sont pas oubliés, retranchés de notre communauté.

CE GESTE PRENDRA AUSSI UNE AUTRE SIGNIFICATION : IL MANIFESTERA CLAIREMENT NOTRE REFUS DE TOUT RACISME. IL AFFIRMERA NOTRE SOLIDARITE AVEC LES VICTIMES DE LA REPRESSION.

Faut-il le souligner : IL NOUS FAUT DE L'ARGENT, BEAUCOUP D'ARGENT. Des milliers de colis seraient nécessaires.

C'est à vous tous que s'adresse cet appel. C'est sur vous tous que nous comptons pour le faire connaître.

IL DEPEND DE VOUS QUE NOTRE INITIATIVE SOIT UN SUCCES.

LA COMMISSION NATIONALE DE SOLIDARITE P.S.U.

■ Adresser les versements à :
Louis HOUEVILLE, 47, rue Hoche - Montreuil-sous-Bois (Seine).
C.C.P. PARIS 10.862-26 en mentionnant : NOEL DES EMPRI-
SONNES.

« Les conditions de détention sont incompatibles avec la dignité humaine »

(Un parlementaire de la Ve République)